

ALGER 16

LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

Edition N°1628 du Mercredi 14 Octobre 2026 - Email : alger16bma@gmail.com - Prix 10 DA - ISSN2335-108X - WWW.ALGER16.DZ

ACTUALITE

SPORTS

SANTE

RÉGIONS

CULTURE

PUBLICITE

alger16 le quotidien

alger16, quotidien

ALGER16, LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

SCAN ME



COOPÉRATION MILITAIRE ET SÉCURITAIRE



PHOTO: MDN

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE CHANEGRIHA SOULIGNE LA PROFONDEUR DES RELATIONS AVEC LE NIGER

P. 16

«EUCOCO 2026» LES 13 ET 14 NOVEMBRE À MADRID



LA SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE SAHRAOUI SE MOBILISE

P. 7

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION



PHOTO: ALGERIE

LA LANGUE ARABE ET L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU SERVICE D'UN JOURNALISME DE QUALITÉ

P. 4

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

LE CHEF DE L'ÉTAT PROCÈDE À DE NOUVELLES NOMINATIONS

● Le président Tebboune a nommé, hier, M. Lounès Magramane, directeur de Cabinet de la Présidence de la République, *Brahim Merad, ministre d'état, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales* et *Said Sayoud ministre des Transports*.

P. 16



DÉMANTÈLEMENT DU RÉSEAU CRIMINEL MAROCAIN À ORAN

LA SÉCURITÉ DE L'ALGÉRIE N'EST PAS NÉGOCIABLE

Le démantèlement à Oran d'un réseau criminel soupçonné de préparer des actes de sabotage met en lumière la vigilance des services de sécurité algériens et leur capacité à anticiper les menaces visant la stabilité du pays.

P. 3

**LE
SAVIEZ-
VOUS ?**

RAMADAN 2027

LES INSCRIPTIONS POUR L'ALLOCATION DE SOLIDARITÉ SE POURSUIVront JUSQU'AU 9 NOVEMBRE



Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a annoncé dans un communiqué que les inscriptions pour bénéficier de l'allocation de solidarité spéciale pour le mois de Ramadan 2027, lancées dimanche dernier, se poursuivront jusqu'au 9 novembre prochain. A ce titre, le ministère porte à la connaissance des citoyennes et citoyens souhaitant s'inscrire pour bénéficier de l'allocation de solidarité spéciale pour le mois de Ramadan 2027, estimée à 10.000 DA, que les inscriptions, lancées dimanche dernier, s'étaleront sur une durée de 30 jours pour prendre fin le lundi 9 novembre 2026, conformément à l'arrêt du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports du 10 octobre 2026, portant fixation des dates de début et de fin de la révision annuelle du fichier numérique des personnes remplissant les conditions d'éligibilité à l'allocation de solidarité spéciale pour le mois de Ramadan 2027.

Ainsi, "les personnes souhaitant s'inscrire et réunissant les conditions d'éligibilité prévues par le décret exécutif n°25-86 instituant une allocation de solidarité spéciale pour le mois de Ramadan, consultable et téléchargeable sur le site électronique du ministère, sont invitées à engager les démarches nécessaires, tout en veillant à fournir des informations exactes et précises". Les inscriptions s'effectuent via le site électronique du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports (www.interieur.gov.dz) ou en se rendant directement au siège de la commune de résidence muni du formulaire de demande de l'allocation, téléchargeable également sur le site officiel du ministère. A noter que les citoyens déjà inscrits et ayant bénéficié de l'allocation de solidarité au titre de l'année 2026 ne sont pas concernés par le renouvellement de leur demande, conclut le communiqué.

2^e ÉDITION DU SALON "FORMATECH EXPO"

DES ACTIVITÉS DÉDIÉES À LA FORMATION ET AUX MÉTIERS MODERNES

Les activités de la 2^e édition du Salon "FormaTech Expo", dédiée à la formation et aux métiers modernes, ont débuté, lundi dernier au Palais des expositions des Pins-Maritimes (Alger), avec pour objectif de mettre en valeur l'importance de la formation et de l'innovation dans les métiers d'avenir liés à la numérisation et aux nouvelles technologies, pour mieux répondre aux besoins de l'économie nationale. S'exprimant à cette occasion, le commissaire du Salon, Abdenour Drias, a souligné que cet événement, qui connaît "la participation d'entreprises et d'organismes spécialisés dans la formation et l'accompagnement, réunit des experts dans



les domaines de la formation, de la gestion et des nouvelles technologies et vise à contribuer à l'ancrage de la culture de l'innovation, ainsi qu'à la promotion des programmes et plateformes de formation les

plus récents dans les métiers modernes". Placée sous le slogan "Développer les compétences pour réinventer les métiers", cette manifestation tend également, selon M. Drias, à "ouvrir de nouvelles perspectives aux jeunes et aux professionnels pour leur permettre de découvrir les métiers d'avenir liés aux nouvelles technologies", tout en mettant en exergue "le rôle des solutions numériques destinées aux entreprises et l'importance de l'innovation dans les métiers modernes". Il a, en outre, indiqué que le Salon sera marqué, quatre jours durant, par l'organisation de conférences et de tables

rondes abordant des thématiques sur "la transformation numérique et les métiers d'avenir, en sus d'ateliers interactifs pour découvrir des solutions pratiques et concrètes au profit des entreprises dans les domaines de la formation professionnelle, du management et de la gestion". Ce Salon constitue une opportunité pour les entreprises spécialisées dans l'accompagnement et la formation "afin de faire connaître leurs programmes et services" et se veut aussi "un espace pour renforcer le partenariat et la coopération entre les différents participants". Par ailleurs, un concours "FormaTech Innovators" sera également organisé lors de cette rencontre dans le but de découvrir de nouveaux talents et initiatives dans le domaine de l'entrepreneuriat, a-t-il ajouté.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE EXPORTATION DE 2,3 TONNES DE MÉDICAMENTS VERS LA CÔTE D'IVOIRE

La société pharmaceutique SOPHAL a exporté, lundi dernier, une cargaison de 2,3 tonnes de médicaments vers la Côte d'Ivoire, indique un communiqué du ministère de l'Industrie pharmaceutique. Une deuxième cargaison de médicaments devrait être expédiée vers la même destination dans les prochaines semaines "dans une démarche qui reflète le développement que connaît l'industrie pharmaceutique algérienne", précise la même source. Et d'ajouter que cette opération s'inscrit dans le cadre du développement des capacités de production locale et de l'amélioration de la qualité des produits pharmaceutiques algériens, renforçant ainsi leur compétitivité sur les marchés extérieurs. L'opération d'exportation a été menée dans le respect des conditions techniques et réglementaires adoptées par les services du ministère de l'Industrie pharmaceutique, tout en veillant à garantir l'approvisionnement continu du marché national en différents types de médicaments, de manière à concilier la satisfaction des besoins des patients et la promotion des exportations pharmaceutiques algériennes, conclut le communiqué.

SIDI-BEL-ABBÈS CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'ENIE ET L'AGENCE NATIONALE DES DÉCHETS POUR PROMOUVOIR LA GESTION DURABLE DES DÉCHETS INDUSTRIELS

L'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE), basée à Sidi Bel-Abbès, a signé une convention de partenariat avec l'Agence nationale des déchets (AND), visant à renforcer la coopération entre les deux organismes dans les domaines de la gestion et de la valorisation des déchets, contribuant ainsi à la promotion des principes de l'économie circulaire et à la protection de l'environnement, a-t-on appris lundi dernier auprès du président-directeur général de l'entreprise, Abdesselam Bouab. M. Bouab a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cet accord a été signé la semaine dernière à Alger avec la directrice générale de l'AND, Fatima Zohra Borsa, dans le but de "renforcer la coopération institutionnelle et d'explorer de nouvelles perspectives

de recyclage et de valorisation des composants industriels selon des approches durables".

Il a ajouté que ce partenariat "s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie de l'entreprise, qui vise à concilier le développement industriel et la responsabilité environnementale", soulignant la volonté de l'ENIE d'intégrer les normes environnementales à toutes les étapes de sa chaîne de production.

Le même responsable a également indiqué que cette collaboration avec l'AND "ouvre des perspectives prometteuses pour l'adoption des techniques les plus récentes en matière de collecte, de traitement et de valorisation des déchets, notamment des équipements et des résidus électroniques".

CNEP-BANQUE - SAA UNE OFFRE D'ASSURANCE PRÉFÉRENTIELLE POUR LES BUS ACQUIS À CRÉDIT

La CNEP-Banque et la Société nationale d'assurances (SAA) ont annoncé le renforcement de leur partenariat stratégique à travers le lancement d'une offre d'assurance intégrée à des conditions préférentielles au profit des opérateurs de transport public de voyageurs acquérant des autobus dans le cadre de crédits à long terme, a indiqué un communiqué conjoint des deux établissements. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'opération de renouvellement du parc national de transport public de voyageurs, ciblant les véhicules

âgés de 25 ans et plus, initiée par les pouvoirs publics, précise la même source. En vertu de ce partenariat, les deux établissements proposent aux acquéreurs d'autobus financés par crédit un parcours simplifié permettant de coordonner les démarches de financement et de souscription d'assurance, avec des garanties adaptées aux exigences de l'exploitation des véhicules de transport collectif. L'offre prévoit notamment une tarification préférentielle, une réduction des délais de souscription, ainsi qu'un traitement

prioritaire et accéléré des dossiers de sinistres auprès des réseaux de la SAA, en vue de favoriser la remise en circulation rapide des véhicules et de limiter les interruptions d'activité. A travers cette convention, la CNEP-Banque entend consolider son offre de crédits à destination des entreprises et des professionnels du transport de voyageurs, tandis que la SAA ambitionne d'élargir la diffusion de ses produits d'assurance à travers le réseau bancaire, selon le communiqué.

QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC
ALGER 16

N°RC : 16/00-0990467 B 15
Compte bancaire C P A (Agence Che-Guevara)
n° 00400102400023020255

Édité par
sarl BMA.com
au capital 100.000 DA

Directrice de Publication
Mohamed Bouziane Khadja

Rédaction

M. B. Khadja
Yacine O.
G. Salah Eddine
Lamia O.

Amine A.
O. M.
Djalil Chibab
Bouid Zineb

Siège d'activité - ALGER 16
5, rue Sacré-Cœur, Alger-Centre
Tél. 020 10 23 68
Siège social sarl BMA.com
26, rue Mohamed-Layachi, Belouizdad
05 51 39 08 78 / 07 55 66 79 53
email : alger16bma@gmail.com

Pour votre Publicité s'adresser à :
l'Entreprise Nationale
de communication, d'Édition
et de Publicité
Agence ANEP,
01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91/
020 05 10 42

Fax : 020 05 11 48/020 05 13 45
020 05 13 77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression
d'Alger
SIA (Centre)

DÉMANTÈLEMENT DU RÉSEAU CRIMINEL MAROCAIN À ORAN

LA SÉCURITÉ DE L'ALGÉRIE N'EST PAS NÉGOCIABLE

Le démantèlement, début octobre, d'un réseau criminel international composé de 61 ressortissants marocains, soupçonnés de préparer des actes de sabotage en Algérie, met en lumière l'importance du travail sécuritaire anticipatif dans la protection du territoire national. Pour l'expert en géopolitique et en sécurité Ahmed Mizab, cette opération illustre la capacité des institutions algériennes à détecter les menaces, à remonter leurs ramifications et à intervenir avant leur passage à l'acte.

La mise en échec de ce projet présumé de sabotage à Oran replace la question de la sécurité nationale au centre des préoccupations. Dans une déclaration à l'APS, Ahmed Mizab, spécialiste des questions politiques et expert en géopolitique et en sécurité, estime que la réponse de l'Algérie aux menaces qui la visent repose sur un appareil institutionnel capable d'agir en amont, mais aussi sur une doctrine qui place la souveraineté nationale et l'indépendance de la décision au premier rang des priorités de l'État. Pour l'expert, l'opération ne doit pas être considérée comme un simple fait divers sécuritaire. Elle appelle, selon lui, une lecture plus large des méthodes employées par les réseaux criminels transnationaux et des risques que font peser les tentatives d'infiltration sur la stabilité du pays.

« Le régime marocain du Makhzen, dont la politique régionale repose sur des visées hostiles et des convergences sécuritaires préoccupantes, ne peut s'attendre à ce que l'Algérie aborde avec naïveté ces signaux d'alerte, ou qu'elle ferme les yeux sur les réseaux ou relais activés pour porter atteinte à sa souveraineté », a-t-il déclaré.

UN DISPOSITIF SÉCURITAIRE FORT

Les faits rapportés par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) donnent à cette affaire une dimension particulière. Dans un communiqué publié dimanche 11 octobre, la DGSN a annoncé le démantèlement d'un réseau criminel international et l'arrestation de 61 ressortissants marocains, dont un ancien militaire de l'armée marocaine. Les premières investigations ont révélé, selon cette même source, que les mis en cause préparaient des actes de sabotage susceptibles de porter atteinte à la sécurité et à l'ordre publics.

L'opération a été menée au début du mois par les éléments de la Police judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Oran. D'après les informations communiquées par la DGSN, les suspects auraient transité par l'aéroport international de Tunis avant de pénétrer clandestinement sur le territoire algérien en empruntant des sentiers montagneux escarpés et des chemins forestiers isolés dans la région d'El Kala, dans la wilaya d'El Tarf, à proximité de la frontière tunisienne. Ils se seraient ensuite déplacés par voie terrestre jusqu'à Oran, où ils comptaient mettre à exécution leurs projets.

L'intervention a également permis la saisie de passeports marocains et de sommes d'argent en dirhams marocains et en euros. Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près



le pôle pénal spécialisé d'Oran. Au-delà du nombre de personnes interpellées et de leur itinéraire présumé, Ahmed Mizab met l'accent sur la capacité des services de sécurité à identifier une menace avant qu'elle ne se concrétise. Dans le domaine sécuritaire, souligne-t-il, l'efficacité d'une opération ne se mesure pas uniquement aux arrestations effectuées, mais aussi à la possibilité de détecter les préparatifs, d'identifier les risques et de neutraliser les moyens susceptibles d'être mobilisés pour porter atteinte à l'ordre public.

« Dans la doctrine sécuritaire moderne, le succès se mesure à la capacité de détecter la menace à un stade précoce, d'en déterminer les ramifications potentielles et de neutraliser sa capacité de mise à exécution », explique-t-il. Cette approche repose sur un travail qui dépasse largement le moment de l'intervention sur le terrain. Surveillance, recoupement des informations, analyse des déplacements, enquêtes et coordination entre les services constituent autant de composantes d'un dispositif dont la finalité est d'empêcher une menace de se transformer en action. C'est précisément cette dimension anticipative que l'expert considère comme l'un des enseignements majeurs de l'opération menée à Oran.

LA SOUVERAINÉTÉ COMME LIGNE DE CONDUITE

Ahmed Mizab inscrit cette affaire dans un contexte régional qu'il juge préoccupant, marqué, selon son analyse, par des manœuvres destinées à fragiliser la sécurité de l'Algérie. Il estime que les réseaux susceptibles de servir des objectifs de déstabilisation peuvent s'appuyer sur plusieurs intermédiaires, modifier leurs méthodes et contourner les mécanismes habituels de contrôle. D'où, selon lui, la nécessité de ne laisser aucune zone d'ombre dans le traitement des menaces visant le territoire national.

« Si le régime du Makhzen mise sur la multiplicité des moyens, le changement d'intermédiaires et le contournement des règles régissant les relations entre les États, l'approche algérienne repose, quant à elle, sur la vigilance stratégique, la souveraineté dans la prise de décision et la capacité à transformer les données sécuritaires en preuves et en riposte décisive », a-t-il affirmé.

Dans cette lecture, la fermeté de l'État ne se limite pas à dénoncer les menaces ou à afficher une posture de résistance. Elle doit se traduire par des faits établis, des enquêtes rigoureuses et l'application de la loi. La présentation des mis en cause devant la juridiction compétente constitue ainsi une étape essentielle : elle inscrit l'intervention sécuritaire dans un processus judiciaire destiné à déterminer les responsabilités et à établir les faits.

L'expert insiste également sur la portée politique de la cohésion nationale. Pour lui, la résistance aux tentatives de déstabilisation ne dépend pas uniquement des moyens policiers ou du renseignement. Elle repose aussi sur la solidité des institutions, la continuité de l'action publique et la capacité du pays à préserver son unité face aux pressions extérieures.

« Les États qui parient sur la déstabilisation de leurs voisins ne font que semer les germes de la tension dans leur propre environnement, tandis que la force de l'Algérie réside dans la solidité de ses institutions, la cohésion de son front intérieur et l'indépendance de sa décision nationale », a-t-il souligné.

Cette indépendance de décision constitue, dans le discours de Mizab, un élément central de la doctrine algérienne. Elle signifie que les choix liés à la sécurité et à la défense des intérêts nationaux ne sauraient être dictés par des pressions extérieures, mais doivent s'appuyer sur l'évaluation souveraine des risques et sur les moyens dont dispose l'État pour y répondre.

UNE SÉCURITÉ NATIONALE NON NÉGOCIABLE

Pour Ahmed Mizab, l'opération d'Oran rappelle qu'une tentative d'infiltration ne peut être réduite à la seule présence d'individus en situation irrégulière sur le territoire. Lorsque les investigations font apparaître des préparatifs de sabotage, la question devient celle des objectifs poursuivis, des moyens mobilisés et des éventuelles ramifications du réseau. L'enjeu est donc d'établir toute la chaîne des responsabilités, depuis les conditions d'entrée sur le territoire jusqu'aux actions projetées et aux éventuels soutiens dont les mis en cause auraient pu bénéficier. C'est à cette condition que l'intervention sécuritaire peut déboucher sur une compréhension complète de la menace et sur les mesures nécessaires pour prévenir sa réapparition.

« Le message stratégique de cette opération est clair : l'Algérie n'est pas un espace ouvert aux réseaux criminels ni aux tentatives d'infiltration et de sabotage, sa sécurité nationale n'est ni négociable ni un terrain d'expérimentation et quiconque envisage de porter atteinte à l'intégrité des citoyens, aux biens ou aux institutions de l'État doit savoir que de tels actes se heurteront aux dispositifs juridiques et sécuritaires de l'État et que parier sur l'infiltration du front intérieur aura un coût exorbitant en termes de traque, d'enquêtes et de poursuites judiciaires », a soutenu M. Mizab.

L'expert tient ainsi à distinguer la force de l'État d'une simple réaction après la commission d'un acte hostile. Une institution sécuritaire efficace est aussi celle qui agit sans attendre que les

menaces produisent leurs effets, en s'appuyant sur le renseignement, la coordination et la maîtrise des procédures d'enquête. La protection des citoyens, des biens et des institutions exige précisément cette capacité à intervenir avec discernement, mais sans faiblesse face aux projets criminels.

Il estime, dans cette optique, que les services de sécurité méritent d'être salués autant pour l'intervention elle-même que pour le travail préalable qui a permis d'identifier les risques. « La force de l'État ne se manifeste pas uniquement dans une réaction retentissante après la commission d'une attaque, mais aussi dans sa capacité à détecter, calmement et méthodiquement, les risques et à les neutraliser, tout en préservant la continuité des institutions et la confiance de la société », a-t-il relevé.

UNE VIGILANCE APPELÉE À SE MAINTENIR

La lutte contre les menaces transnationales exige une vigilance constante. Les méthodes d'infiltration évoluent, les réseaux peuvent s'appuyer sur des itinéraires indirects et les préparatifs d'une opération peuvent impliquer plusieurs acteurs répartis sur différents territoires. Face à ces risques, le travail des services de sécurité consiste autant à empêcher le passage à l'acte qu'à établir avec précision les faits et les responsabilités.

Dans le cas de l'affaire d'Oran, les investigations judiciaires devront permettre de préciser les circonstances de l'entrée des mis en cause sur le territoire algérien, la nature exacte des actes envisagés et les éventuelles ramifications du réseau. Ces éléments seront déterminants pour mesurer l'ampleur du projet déjoué et établir les responsabilités dans le respect des procédures judiciaires.

Pour Ahmed Mizab, une certitude demeure : la protection du territoire national relève d'une priorité qui ne souffre ni d'impréparation ni de complaisance.

« L'Algérie n'est pas un terrain ouvert aux quatre vents, et sa sécurité nationale est hors de portée des calculs du régime du Makhzen ou des paris de ses alliés », a-t-il rappelé, en soulignant que l'État dispose, selon lui, de l'expérience et du niveau de préparation nécessaires pour détecter et neutraliser les menaces.

Au-delà du coup de filet réalisé à Oran, l'enjeu est donc de maintenir cette capacité d'anticipation et de faire de chaque menace déjouée un motif de renforcer davantage la vigilance. Pour l'Algérie, la défense de la souveraineté ne relève pas d'un slogan : elle exige des institutions mobilisées, une justice capable d'établir les responsabilités et un front intérieur suffisamment solide pour que toute tentative de déstabilisation se heurte à un État préparé à défendre ses citoyens et ses intérêts.

G. Salah Eddine

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION LA LANGUE ARABE ET L'IA AU SERVICE D'UN JOURNALISME DE QUALITÉ

À l'occasion de la Journée nationale de la presse, le ministère de la Communication, en collaboration avec le Conseil supérieur de la langue arabe, a organisé hier à Alger une journée de formation au profit des journalistes. Placée sous le thème « Pour un investissement dans un journalisme professionnel », cette journée d'étude et de formation s'inscrit dans le cadre des efforts continus de l'État pour moderniser le secteur des médias et élever le niveau de qualification des journalistes.

La cérémonie d'ouverture a été coprésidée par le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, et le président du (CSLA), le Pr Saleh Belaïd, en présence de cadres des deux institutions et de journalistes représentant différents médias nationaux. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts continus de l'État pour moderniser le secteur des médias et élever le niveau de qualification de la presse nationale, avec pour objectif principal d'allier la précision du langage aux exigences des nouvelles technologies afin de garantir une information institutionnelle et citoyenne de qualité. En ouverture des travaux, le ministre de la Communication a tenu à adresser ses remerciements aux organisateurs, tout en soulignant le rôle central de la maîtrise de la



PHOTO : ALGER16

langue et de l'intelligence artificielle dans le développement de la profession. « J'espère que nous vous avons fourni une formation suffisante pour interagir avec cette technologie afin de garantir une bonne couverture des événements, à leur tête l'échéance majeure du mois prochain, à savoir les élections locales », a déclaré le ministre. Il a également mis en avant les efforts déployés par l'État pour former les journalistes aux outils

numériques émergents. De son côté, le Pr Saleh Belaïd a insisté sur la portée stratégique des médias et de l'éducation dans l'élaboration des politiques publiques et le façonnement de l'opinion, affirmant que « les nations investissent dans le système de cohésion collective composé de l'école et de la presse, en raison de la force qu'ils possèdent dans la prise de décision. » Il a également souligné la nécessité d'appliquer les mécanismes de la linguistique et de la philologie de la langue arabe à ses trois niveaux, rappelant son impact majeur et son importance à l'échelle internationale.

Le programme de cette journée s'est articulé autour d'interventions animées par des enseignants et des spécialistes, portant principalement sur l'intelligence artificielle et l'éthique professionnelle pour comprendre et adopter ces outils émergents, tout en préservant la déontologie, ainsi que sur la rédaction linguistique et le perfectionnement pour corriger les erreurs courantes dans le langage médiatique.

La chargée de l'information et de la communication au sein du CSLA a expliqué que cet intérêt pour la langue arabe répond à des impératifs professionnels majeurs tels que la précision terminologique, la justesse d'expression, la maîtrise du style et l'adaptation du discours au média utilisé, ainsi qu'au public ciblé.

À travers ces sessions de formation continue, le gouvernement franchit une étape décisive pour renforcer les capacités de la presse nationale, préservant ainsi la rigueur éditoriale, tout en positionnant les journalistes algériens au cœur des transformations technologiques globales.

Zineb Bouzid

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE NATIONALE

Les travaux de la première réunion de la sous-commission chargée du suivi de la mise en œuvre du premier objectif de la Stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (2023-2027) ont débuté lundi dernier, a indiqué un communiqué de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC). Dans ce cadre, le chargé de la gestion du Secrétariat général de la HATPLC, Khaled Ben Guemane, a présidé l'ouverture des travaux de la première réunion de la sous-commission chargée du suivi de la mise en œuvre du premier objectif de la Stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (2023-2027) portant sur "le renforcement de la transparence et la moralisation de la vie publique". La réunion a connu la participation du représentant du Premier ministre, en sa qualité de superviseur de la sous-commission, ainsi que de représentants de la direction générale de



la fonction publique et de la réforme administrative, de la Cour des comptes, du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), outre des cadres de la Haute Autorité. A cet égard, il a été procédé au suivi de l'état de réalisation des mesures inscrites au titre du premier objectif pour l'année 2026, au nombre de 21 mesures réparties sur quatre objectifs stratégiques. Il s'agit notamment de "promouvoir l'intégrité du fonctionnaire public, de consacrer la

transparence dans la gestion des affaires publiques, de renforcer la reddition des comptes dans la gestion de la chose publique et d'alléger la charge administrative", lit-on dans le communiqué. Cette rencontre a permis "d'évaluer le niveau d'engagement des secteurs concernés dans la mise en œuvre des mesures établies, d'identifier les difficultés et les insuffisances ayant entravé l'achèvement de certaines d'entre elles et d'échanger les vues sur les

moyens à même de renforcer la coordination entre les différents secteurs et la Haute Autorité, afin de remédier aux dysfonctionnements relevés et d'assurer la mise en œuvre du plan d'action établi pour 2026-2027, en vue d'atteindre les objectifs stratégiques escomptés et de consacrer les principes de transparence et d'intégrité dans le service public", ajoute la même source. Par ailleurs, cette réunion s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres de coordination programmées par la Haute Autorité avec les sous-commissions chargées du suivi de la mise en œuvre des cinq objectifs de la Stratégie nationale, visant à "évaluer le niveau d'avancement réalisé, renforcer la coordination sectorielle et s'enquérir du niveau de concrétisation des mesures programmées, en prévision de la tenue de la réunion de la commission nationale chargée du suivi de la mise en œuvre de ladite stratégie", conclut le communiqué.

APS

DAR EL DJAZAÏR À BRUXELLES DES CARTABLES PÉDAGOGIQUES AU PROFIT DES ENFANTS DE LA COMMUNAUTÉ NATIONALE

Une opération de dotation de "Dar El Djazaïr" à Bruxelles (Belgique) de 50 cartables pédagogiques, comprenant des manuels scolaires et des versions électroniques destinés aux cycles d'enseignement primaire et moyen, a été lancée, hier, au profit des enfants de la communauté nationale établie dans la capitale belge, dans le cadre des efforts visant à renforcer les liens des enfants de la communauté nationale à l'étranger avec leur mère patrie et à ancrer le sentiment d'appartenance nationale chez les jeunes générations. L'opération s'est déroulée sous la supervision de la directrice de la coopération et des relations internationales au ministère de l'Education nationale, représentant le ministre de l'Education nationale,

M. Mohammed Seghir Sadaoui, en compagnie du directeur général de l'Office national des publications scolaires (ONPS) et en présence du directeur général de l'enseignement et des cadres de l'Office. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'attention accordée par l'Etat algérien, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux membres de la communauté nationale établie à l'étranger, ainsi que de "son souci permanent de renforcer leur lien avec leur mère patrie, notamment les jeunes générations, en leur permettant de bénéficier de ressources pédagogiques leur offrant la possibilité de découvrir la langue nationale, de se familiariser avec le système éducatif algérien et de

s'imprégner des fondements de l'identité nationale et de son patrimoine civilisationnel et culturel", selon le ministère de l'Education nationale. Cette opération traduit également la volonté du ministère de l'Education nationale de "faire du manuel scolaire et du contenu éducatif algériens des moyens de communication cognitive et culturelle avec les enfants de la communauté nationale", à travers la mise à disposition de ressources pédagogiques imprimées et numériques leur offrant de plus larges possibilités de découvrir la langue arabe, la culture algérienne et l'histoire du pays, de manière à renforcer leur attachement à leurs racines nationales et à approfondir leur connaissance du patrimoine civilisationnel et culturel algérien".

PÉTROCHIMIE ET RAFFINAGE

UNE NOUVELLE FEUILLE DE ROUTE PROCHAINEMENT

Le secteur des hydrocarbures est un pilier de l'économie nationale, voire plus encore. Mais au-delà de la préservation des capacités de production et des recettes tirées des exportations, l'enjeu est désormais de mieux valoriser les ressources nationales en développant davantage leur transformation sur le territoire. Raffinage, pétrochimie et renouvellement des réserves sont, aujourd'hui, les principaux leviers d'une stratégie visant à renforcer la sécurité énergétique du pays.

Les prévisions du gouvernement inscrites dans le projet de loi de finances pour 2027 font apparaître une évolution contrastée du secteur au cours des prochaines années. Après une période de croissance limitée, en 2027 et 2028, une reprise est attendue en 2029, avec une progression de 0,5 %. Cette évolution s'inscrit dans un contexte marqué par le recul prévu des volumes exportés et par la priorité accordée à la satisfaction des besoins du marché national.

L'enjeu, pour l'Algérie, est donc de maintenir ses capacités de production et de préparer les conditions d'un redressement progressif, tout en poursuivant les investissements destinés à renforcer les activités de transformation.

La perspective d'une amélioration des performances du secteur repose notamment sur les efforts engagés en matière d'exploration-production, d'amélioration du taux de récupération des gisements et de développement des activités de raffinage et de pétrochimie. Ces segments sont appelés à jouer un rôle déterminant dans la valorisation locale des ressources et la réduction de la dépendance aux produits transformés importés. Parmi les projets structurants figure la nouvelle raffinerie de Hassi Messaoud, dont la mise en service est prévue en 2027, avec une capacité de traitement de cinq millions de tonnes de pétrole brut par an. Selon le ministère des Finances, cette infrastructure doit



contribuer à renforcer la production nationale de carburants et à élargir la gamme des produits raffinés disponibles sur le marché. Ce projet s'inscrit dans une démarche plus large portée par Sonatrach dans le cadre de son programme de développement à l'horizon 2030. Le groupe public entend renforcer ses activités en amont, à travers l'exploration et la production, tout en développant ses capacités de transformation grâce à de nouvelles infrastructures industrielles.

L'objectif affiché est d'augmenter la part du pétrole brut transformée localement, en la faisant passer de 32 % à 53 %. Une telle évolution permettrait de valoriser une part plus importante de la production nationale avant sa commercialisation, en privilégiant les produits finis et les dérivés à plus forte valeur ajoutée. Au-delà de l'augmentation des capacités de raffinage, le développement de la pétrochimie représente un autre enjeu industriel. La transformation des hydrocarbures en produits destinés à différentes branches de l'industrie permet d'élargir les débouchés de la production nationale et de renforcer les liens entre le secteur énergétique et le tissu industriel. La réussite de cette orientation dépendra toutefois du rythme de réalisation des projets, de leur mise en service effective et de leur capacité à répondre aux besoins du marché.

CONCILIER EXPLORATION, EXPLOITATION ET PRODUCTION

Si la transformation locale constitue un axe majeur de la stratégie nationale, le renouvellement des réserves et le maintien des capacités de production restent tout aussi essentiels. La performance de l'industrie de raffinage dépend, en effet, de la disponibilité de la matière première, tandis que la sécurité énergétique nécessite une production suffisante pour répondre à la demande intérieure et préserver les capacités d'exportation. Ces dernières années, les investissements du secteur se sont notamment concentrés sur l'activité amont, avec le développement de périmètres déjà exploités, l'amélioration des performances des champs en production et l'intensification des opérations d'exploration. Plusieurs projets sont en cours de réalisation, tandis que d'autres sont en préparation avec les partenaires étrangers de Sonatrach. Dans cette dynamique, l'Algérie poursuit sa politique d'attractivité des investissements dans l'exploration des hydrocarbures. Après l'appel d'offres de 2024, consacré notamment au développement du potentiel gazier, le programme Algeria Bid Round 2026 marque une nouvelle étape, cette fois orientée vers le potentiel pétrolier. Selon les données présentées dans le document de référence, cette opération porte sur sept périmètres et vise à mobiliser les investissements

nécessaires à la valorisation de ressources estimées à deux milliards de barils équivalent pétrole.

Les appels d'offres constituent également un moyen de mobiliser l'expertise et les financements de partenaires internationaux dans un secteur où les opérations d'exploration nécessitent des investissements importants et s'inscrivent dans des cycles de développement souvent longs. Parmi les chantiers structurants figurent le projet de renforcement de la pression du gisement de Hassi R'Mel, ainsi que les programmes de développement des bassins de Berkine et d'Illizi. Ces opérations doivent contribuer à soutenir les capacités de production et à améliorer l'exploitation des ressources existantes.

La trajectoire annoncée pour les prochaines années met en évidence un défi central : répondre à une demande nationale en énergie qui demeure importante, tout en préservant le rôle des exportations d'hydrocarbures dans l'équilibre économique du pays.

La priorité accordée à l'approvisionnement du marché intérieur peut se traduire par une réduction des volumes disponibles à l'exportation, notamment lorsque davantage de produits sont destinés à la consommation nationale ou à la transformation locale. Cette évolution ne signifie pas, à elle seule, un recul des capacités industrielles. Elle reflète aussi un choix de valorisation des ressources, dont les effets dépendront de la montée en puissance des nouvelles infrastructures et de leur capacité à satisfaire durablement les besoins du marché.

Dans cette perspective, le calendrier des projets devient déterminant. La mise en service de la raffinerie de Hassi Messaoud, l'avancement des installations de transformation et les résultats des opérations d'exploration devront contribuer à consolider les performances du secteur, au cours des prochaines années.

La relance attendue, en 2029, avec une croissance prévisionnelle de 0,5 %, demeure ainsi liée à la concrétisation de ces investissements et à l'évolution des conditions de production et de commercialisation.

G. Salah Eddine

RÉORGANISATION PORTUAIRE AVANT FIN 2026

LES IMPORTATIONS DE VÉHICULES REDISTRIBUÉES

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a donné, lundi dernier à Alger, des instructions pour le transfert de l'activité d'importation de véhicules destinée aux opérateurs privés du port de Mostaganem vers celui de Djen Djen, avant le 31 décembre 2026, dans le cadre de la réorganisation des activités portuaires nationales, indique un communiqué du ministère.

Cette décision a été prise lors d'une réunion présidée par M. Sayoud, au Palais du gouvernement, consacrée au suivi de la mise en œuvre de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant spécialisation exclusive du port de

Mostaganem dans les opérations d'importation au profit des entreprises et sociétés publiques. Le ministre a également instruit de procéder à la redistribution des activités d'importation destinée aux opérateurs privés vers les autres ports nationaux, permettant ainsi la spécialisation exclusive du port de Mostaganem dans les opérations d'importation au profit des entreprises et sociétés publiques, conformément aux orientations du président de la République. Cette réunion intervient dans le cadre du parachèvement du processus de mise en œuvre de cette orientation, qui avait fait l'objet d'une visite de travail effectuée par le

ministre au port de Mostaganem, le 14 septembre dernier, au cours de laquelle il avait tenu une réunion avec la commission intersectorielle chargée de l'examen des mécanismes à même de permettre la redistribution des activités portuaires et leur transfert vers d'autres ports. Ces mesures s'inscrivent, dans une première phase, dans le processus de réorganisation du système portuaire national fondé sur la spécialisation et l'intégration, à travers la redistribution des activités commerciales, l'amélioration de l'exploitation des infrastructures portuaires et le renforcement de leur efficacité opérationnelle, conclut le communiqué.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

PLUS DE 510 NOUVELLES FORMATIONS DANS DIFFÉRENTS CYCLES

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a habilité, au titre de la nouvelle année universitaire 2026-2027, plus de 510 nouvelles formations, dont 80 % relèvent des domaines des sciences et des technologies, a indiqué lundi dernier un responsable du ministère.

Intervenant sur les ondes de la Radio algérienne, aux côtés du directeur général des enseignements et de la formation, Ali Choukri, a indiqué que "le secteur a habilité, cette année, plus de 510 offres de nouvelles formations dans les différents cycles, à savoir la licence, le master et le diplôme d'ingénieur d'Etat, dont 80 % relèvent des sciences et des technologies, tandis que les 20 % restants concernent les sciences humaines et sociales". Cela confirme "l'orientation du secteur vers le développement de tout ce qui a trait aux technologies au sein des universités algériennes", a ajouté le responsable, soulignant que plusieurs nouvelles spécialités liées aux métiers d'avenir ont été introduites, notamment les villes intelligentes, la mécanique des systèmes spatiaux, l'interopérabilité des systèmes d'information et les technologies quantiques, et ce, afin de "suivre les transformations et de répondre aux besoins du marché du travail". S'agissant de l'intelligence



artificielle, un nouveau cycle de formation a été habilité. Les étudiants inscrits en spécialité "ingénieur d'Etat en intelligence artificielle" entameront ainsi leur cursus dès la première année, au lieu de la troisième année (après leur réussite aux deux premières années du tronc commun). Le secteur compte former 30.000 ingénieurs d'Etat en intelligence artificielle, à l'horizon 2030, dans le cadre de ses efforts visant à "faire de l'université un partenaire actif du développement économique et de la création de richesses", a indiqué de son côté M. Bouhicha. Ce dernier a également mis en avant les efforts déployés dans le domaine de l'entrepreneuriat et de la promotion de l'innovation auprès des étudiants, notamment à travers la transformation de leurs mémoires de fin d'études en projets permettant la création de start-up ou de micro-entreprises. Dans ce cadre, le nombre d'étudiants ayant obtenu,

depuis 2022, le label "Projet innovant" dépasse les 1.770. A cet effet, 310 start-up et près de 2.660 micro-entreprises financées dans le cadre de ce dispositif ont également été créées, a fait savoir le directeur, relevant, par ailleurs, une nette progression du nombre de brevets d'invention déposés auprès des centres d'appui technologique, avec plus de 300 brevets. Concernant l'introduction de certaines filiales relevant de centres de recherche universitaires à la Bourse d'Alger, M. Bouhicha a révélé que le marché financier accueillera, "le 2 novembre prochain", une filiale du Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI), qui ouvrira 15 % de son capital aux investisseurs, afin de financer le développement et l'extension de ses activités. Cette société sera la deuxième filiale économique relevant du secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique à entrer en

Bourse, après la société "CRAPC Expertise". Quant à l'utilisation de la langue anglaise dans l'enseignement supérieur, le responsable a fait état de plus de 36.000 étudiants en licence et en master ayant obtenu leurs diplômes, l'année dernière, ont été formés en anglais. Des efforts sont en cours pour renforcer cette initiative, lancée il y a trois ans, en l'étendant à plusieurs spécialités, notamment les sciences médicales. Par ailleurs, l'enseignement des matières "Histoire de l'Algérie" et "Citoyenneté" est en cours de généralisation à l'ensemble des domaines de formation dans le cadre des efforts visant à consacrer l'identité nationale. Concernant la création du Haut-Conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger, le directeur a souligné l'importance de cette instance, qui vise à "renforcer le lien entre les compétences algériennes établies à l'étranger et leur mère patrie, en devenant un lien institutionnel et un véritable partenariat au service de l'économie nationale". Au sujet de l'inscription de 45 chercheurs algériens sur la liste "Stanford-Elsevier" des 2% des chercheurs les plus influents au monde, en 2026, selon le critère de "l'impact scientifique de l'ensemble de la carrière de recherche", M. Bouhicha a précisé que ce résultat constituait une "évolution notable" par rapport à l'année précédente, ce qui démontre que "la recherche scientifique en Algérie est de qualité et a un impact à l'échelle mondiale".

APS

RÉUNION DE COORDINATION CONSACRÉE AU SUIVI DE LA RENTRÉE UNIVERSITAIRE

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé une réunion de coordination avec les cadres du ministère, consacrée au suivi de la rentrée universitaire 2026-2027 et à l'examen de l'état d'avancement des différents dossiers et programmes sectoriels, a indiqué un communiqué du ministère. Tenue dimanche dernier en présence des recteurs de l'Université d'Alger 3 et de l'Université de Blida 1, la réunion a porté sur "plusieurs axes prioritaires, notamment ceux relatifs à la rentrée universitaire et à la formation", mettant l'accent sur "la nécessité d'assurer le démarrage effectif des cours, de respecter le volume horaire semestriel, de renforcer l'enseignement en anglais, de développer les parcours de formation individuels et d'assurer le suivi du projet de double formation en médecine et en licence en langue anglaise", précise-t-on de même source. "Le dossier des services et de la vie étudiante" a été abordé à cette occasion, l'accent ayant été mis sur l'impératif d'assurer le suivi de la propreté des résidences universitaires, du transport et des conditions de vie étudiante, ainsi que des programmes de réhabilitation des résidences, en sus de l'amélioration des conditions

d'hébergement des étudiants au sein des cités universitaires". Pour ce qui est des "infrastructures et des nouveaux projets", la réunion a porté sur "le suivi du budget alloué à la réhabilitation des résidences universitaires, aux nouvelles infrastructures et aux nouvelles facultés de médecine, ainsi que sur les projets d'aménagement des établissements universitaires, outre l'introduction de nouvelles rubriques d'activités dans la nomenclature budgétaire et la réhabilitation de l'université de la santé à Alger". S'agissant du dossier de "l'innovation et de l'entrepreneuriat", le débat a porté sur "les anciens et les nouveaux projets Protomarket, la création d'entreprises, le développement des filiales des établissements universitaires, le renforcement de l'innovation et de l'entrepreneuriat, le suivi de l'intégration des mécanismes de financement et d'investissement en Bourse, ainsi que le suivi du projet d'intelligence artificielle et le développement du système Progress dans sa deuxième version, tout en veillant à la concordance des chiffres et des indicateurs entre les structures concernées". La rencontre a également permis d'aborder "la situation des étudiants étrangers, notamment les conditions de leur accueil et de leur transport

depuis les aéroports vers les établissements universitaires, le développement du programme "Study in Algeria" et le suivi de la coopération internationale et des projets de partenariat". L'ordre du jour a également porté sur "le suivi des textes réglementaires en cours d'élaboration, les dossiers de recrutement des enseignants en sciences médicales et des enseignants-chercheurs, l'actualisation des critères de recrutement, ainsi que le suivi des biens transférés au secteur de l'enseignement supérieur et les dossiers d'évaluation et de valorisation, outre l'examen du budget de l'année 2027, des besoins financiers liés aux nouveaux programmes et des projets de réalisation programmés pour l'année universitaire 2026-2027", ajoute le communiqué. Cette réunion s'inscrit dans le cadre du "suivi des différents dossiers du secteur et de la coordination des efforts entre l'administration centrale et les établissements universitaires, afin de garantir la bonne exécution des programmes tracés, l'amélioration des conditions de formation et de la vie universitaire, tout en soutenant la transition vers une université innovante et ouverte sur son environnement économique et international", conclut la même source.

«EUCOCO 2026», LES 13 ET 14 NOVEMBRE, À MADRID LA SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE SAHRAOUI SE MOBILISE

La 50e conférence de la Coordination européenne de solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO 2026) se tiendra les 13 et 14 novembre prochain à Madrid, en Espagne, dans un contexte marqué par le cinquantième anniversaire de l'Accord illégitime de Madrid du 14 novembre 1975. Cette édition revêt une portée particulière, alors que le peuple sahraoui poursuit depuis cinq décennies sa lutte pour l'autodétermination.

Dans une déclaration à l'Algérie Presse Service (APS), Abi Bouchraya Bachir, conseiller à la présidence de la République arabe sahraoui démocratique (RASD), chargé des ressources naturelles et des questions juridiques, a souligné «l'importance particulière de cette édition, qui intervient cinq décennies après le lancement de cette expérience unique de solidarité internationale, laquelle a accompagné la lutte du peuple sahraoui depuis le début de l'invasion marocaine du Sahara occidental, en 1975 ».

Le responsable sahraoui a notamment mis en avant le rôle de



l'EUCOCO, devenue au fil des années une plateforme internationale de mobilisation en faveur de la cause sahraoui. Cette coordination permet de porter les revendications du peuple sahraoui sur les plans politique, juridique et humanitaire, tout en maintenant la question du Sahara occidental au centre des initiatives de solidarité internationale. Une mobilisation qui, selon lui, demeure essentielle dans la défense des droits des peuples et de leur aspiration à la liberté.

Le choix de Madrid pour accueillir cette édition n'est pas anodin. Pour

Abi Bouchraya Bachir, cette échéance constitue une occasion de rappeler les responsabilités de l'Espagne et la nécessité de parvenir à une solution fondée sur le droit international.

« En effet, au regard du droit international, l'Espagne demeure à ce jour la puissance administrante du territoire dans l'attente de l'achèvement du processus de décolonisation et de l'exercice, par le peuple sahraoui, de son droit à l'autodétermination », a-t-il expliqué. Le responsable sahraoui considère également cette rencontre comme

une occasion d'interpeller directement les partis politiques et les responsables espagnols sur leur position à l'égard du conflit. Il a estimé qu'il s'agissait d'une « occasion importante d'adresser un message fort aux partis et à la classe politique espagnols : miser sur le Maroc et céder à son chantage est une option vaine, alors que la voie juste consiste à miser sur la justice et le droit international dans une région stratégique ». Il a ainsi appelé Madrid à adopter une position plus claire et plus ferme en faveur du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Au-delà de sa portée symbolique, cette 50e conférence doit permettre de donner un nouvel élan aux initiatives de solidarité et de renforcer la mobilisation autour de la question sahraoui. Abi Bouchraya Bachir a souligné la nécessité de faire face aux tentatives visant, selon lui, à modifier le statut juridique du territoire et à contourner le droit du peuple sahraoui à décider librement de son avenir.

À travers cette nouvelle édition, les acteurs de la solidarité entendent ainsi réaffirmer leur attachement au droit à l'autodétermination, à l'indépendance et à la détermination du statut final du Sahara occidental, conformément à la Charte et aux principes des Nations unies.

G. S. E.

BRAHIM GHALI. PRÉSIDENT DE LA RASD ET SG DU FRONT POLISARIO :

«L'UNITÉ NATIONALE, UN PILIER FONDAMENTAL DE LA CONSOLIDATION DE L'ENTITÉ NATIONALE SAHRAOUIE»

L'unité nationale a constitué un pilier fondamental dans la consolidation de l'entité nationale sahraoui, la préservation de son identité et le maintien de sa place parmi les peuples et les nations, a affirmé le président de la République arabe sahraoui démocratique (RASD) et secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali.

Dans un discours prononcé à l'occasion du 51e anniversaire de l'unité nationale sahraoui et de la Journée nationale du Conseil consultatif sahraoui, M. Ghali a souligné que le peuple sahraoui commémore cet anniversaire avec détermination et persévérance, fidèle à son engagement envers les martyrs et résolu à poursuivre le chemin de l'unité et de la lutte sous la direction du Front populaire de libération de la Sagaia el-Hamra et du Rio de Oro. Le 12 octobre représente «une étape historique marquante dans le parcours du peuple sahraoui, en tant que journée de l'unité nationale à laquelle les militants du Front populaire ont cru et pour

laquelle ils se sont sacrifiés», a-t-il déclaré. Il a également souligné que «la responsabilité de tous exige de s'attacher à cette unité et de rejeter tout compromis à son sujet», estimant qu'elle constitue un pilier ayant permis de faire face aux différentes manœuvres visant, selon lui, la cause sahraoui et l'avenir du peuple sahraoui.

A cette occasion, la wilaya d'Aousserd, dans les camps de réfugiés sahraouis, a abrité plusieurs activités commémoratives à l'occasion du 51e anniversaire de l'unité nationale et de la Journée nationale du Conseil consultatif sahraoui. Ces activités ont notamment été marquées par l'organisation d'une



marche populaire de solidarité avec les prisonniers civils sahraouis détenus dans les prisons marocaines. La marche a enregistré une large participation des habitants de la wilaya, qui ont scandé des slogans nationaux et des slogans liés à l'Intifada. Les participants ont appelé la communauté internationale et les organisations de défense des droits humains à intervenir en faveur de la libération des prisonniers.

Ils ont également réaffirmé leur attachement au droit du peuple sahraoui à la liberté et à l'indépendance, ainsi que leur rejet de toute solution qui, selon eux, porterait atteinte à son droit à l'autodétermination.

LE MAKHZEN RÉPRIME VIOLEMMENT UNE MANIFESTATION DES FAMILLES DES DÉTENUS CIVILS SAHRAOIS

Une manifestation organisée, lundi dernier, devant la Délégation générale à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion (DGAPR) à Rabat par les familles des détenus civils sahraouis du groupe de Gdeim Izik, a été violemment réprimée par les forces de sécurité marocaines qui ont procédé à des interpellations massives, rapportent plusieurs médias sahraouis.

Des femmes, des défenseurs des droits humains, ainsi que des étudiants venus exprimer leur solidarité avec les familles des

détenus civils sahraouis et dénoncer leurs conditions de détention, ainsi que la violation de leurs droits, ont été victimes de violences physiques, ajoutent ces sources.

Citant des témoins, les médias sahraouis affirment que la police marocaine a répondu avec une force excessive à la manifestation des familles des détenus sahraouis réclamant la fin des restrictions ou refus de visites, la levée de l'isolement imposé à leurs proches et la fin des traitements dégradants auxquels sont soumis les

prisonniers sahraouis dans les geôles marocaines. La répression policière marocaine a fait de nombreux blessés parmi les manifestants et plusieurs autres ont été arrêtés, dont six militants sahraouis des droits humains.

Face à la dégradation de la santé des détenus civils sahraouis du groupe de Gdeim Izik qui ont entamé une grève de la faim illimitée, le 23 septembre, et aux restrictions ou refus de visites, notamment signalés à la prison de Kénitra, leurs familles ont annoncé une mobilisation

d'envergure, dont l'intention d'entamer une grève de la faim en solidarité avec leurs proches. Les associations sahraouis de défense des droits humains ont multiplié les rassemblements de soutien, alors que des rassemblements de solidarité de la diaspora et d'organisations de soutien ont eu lieu en Europe, notamment à Paris, Bressuire et Perpignan, pour réclamer l'intervention des Nations unies et de la communauté internationale.

APS

AADL 3 JUSQU'À 8000 LOGEMENTS SUPPLÉMENTAIRES PRÉVUS À MILA



Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, a instruit, lundi dernier à Mila, les responsables du secteur à l'effet d'allouer à cette wilaya une tranche supplémentaire de 7.000 à 8.000 logements location-vente.

Ce quota s'ajoutera aux 5.000 unités dont les travaux seront entamés dès la finalisation des procédures nécessaires à leur lancement et ce, en réponse à la demande enregistrée pour cette formule, a-t-on indiqué lors de la visite de travail du ministre qui a constaté l'avancement des travaux de 400 logements location-vente (AADL 3) devant être distribués début novembre à Chelghoum-Laid. Le ministre a salué, à cette occasion, les efforts déployés par les entreprises nationales de réalisation, leur rapidité et la qualité dans l'exécution des travaux. M. Belaribi a également annoncé le lancement en travaux "dans les prochains jours", à travers le pays, de 300.000 logements de la même formule, et rappelé que la construction de 200.000 autres unités est "en cours" dans différentes wilayas. Affirmant que le secteur "s'emploie à

permettre aux souscripteurs d'obtenir leurs logements dans «les plus brefs délais», le ministre a fait part des améliorations apportées aux logements AADL, notamment l'installation du chauffage central. M. Belaribi avait auparavant effectué une visite de travail dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj où il s'est enquis des projets d'habitat relatifs à la formule location-vente AADL3. Il a fait savoir, à cette occasion qu'à l'occasion du 72ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution, un certain nombre de logements du programme "AADL 3" seront distribués dans plusieurs wilayas. Il a également indiqué qu'il a été procédé à la mise en ligne des ordres de versement relatifs à la deuxième tranche du programme AADL 3, avec l'étude de la possibilité de son paiement en deux tranches.

SANTÉ MENTALE COMME COMPOSANTE DE LA SANTÉ PUBLIQUE LES EFFORTS DE L'ÉTAT MIS EN AVANT

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudene, a mis en avant, hier à Alger, les efforts déployés par l'Etat pour consacrer la santé mentale comme composante de la santé publique, à travers une stratégie nationale concrétisée par le Plan national de promotion de la santé mentale.

Dans une allocution lue en son nom par le chef de cabinet du ministère, Hadj Maâti Khalil Reda, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la santé mentale, le ministre a indiqué que le Plan national de promotion de la santé mentale vise à « renforcer le bien-être psychologique et à l'améliorer durablement, à développer les mécanismes de prévention et de prise en charge et à consolider la coordination entre les différents intervenants ».

Les rencontres annuelles consacrées à la santé mentale ont démontré que la réalisation des objectifs fixés nécessite de définir « une vision claire, d'assurer

une coordination efficace et intégrée entre les différents secteurs, ainsi que de garantir un suivi continu et une évaluation des résultats sur le terrain », a précisé le ministre. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des « efforts internationaux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) visant à promouvoir la santé mentale, à travers l'adhésion de l'Algérie au Plan d'action mondial pour la santé mentale 2013-2020, tout en œuvrant à aligner les orientations nationales sur la vision internationale pour la période 2020-2030 », a-t-il ajouté. Les politiques mises en œuvre ont permis d'enregistrer « des avancées tangibles dans plusieurs domaines, notamment le développement des infrastructures, le renforcement des compétences professionnelles et la disponibilité des médicaments, outre la mise en place d'un cadre juridique visant à protéger les droits des patients et à réglementer les services de santé mentale », a poursuivi le ministre. M. Ait

Messaoudene a également mis en avant « l'importance croissante de la prise en charge de proximité, compte tenu de son rôle dans le rapprochement des services des citoyens, la facilitation de leur accès et la garantie de la continuité des soins, ainsi que dans le renforcement de l'insertion des personnes souffrant de troubles mentaux dans leur environnement familial et social ». Il a indiqué, à cet égard, que le Plan national de promotion de la santé mentale pour la période 2017-2020 avait vu « sa mise en œuvre prolongée jusqu'en 2030 en raison de la pandémie de Covid-19 ». Il a relevé, en revanche, "les progrès réalisés dans la prise en charge des enfants et des adolescents, l'adoption du Plan national autisme en 2025, ainsi que l'élargissement des services de prise en charge des addictions et l'introduction du premier traitement de substitution aux opioïdes, dont bénéficient actuellement plus de 400 patients".

Dans le même contexte, le ministre a affirmé que la démarche de développement adoptée reposait sur "des orientations fondamentales et complémentaires", consistant à "accorder la priorité à la prévention et à l'intervention précoce, plutôt que de se limiter au traitement après l'apparition des troubles, à développer les services de santé mentale et à renforcer la prise en charge de proximité, à consolider la coopération et la coordination entre les différents secteurs, ainsi qu'à adapter les interventions aux différentes étapes de la vie, aux spécificités de la société et aux besoins nationaux". De son côté, le représentant de l'OMS en Algérie, Phanuel Habimana, a appelé, dans une allocution lue en son nom lors de cette rencontre, à « renforcer la participation des personnes ayant vécu des expériences liées à des troubles de santé mentale à l'élaboration des politiques et des services de santé, ainsi qu'à l'évaluation des programmes ».

AFFAIRES RELIGIEUSES

COUP D'ENVOI DE LA SAISON DE L'ENSEIGNEMENT CORANIQUE 2026-2027

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a donné, lundi dernier à Alger, le coup d'envoi des activités de la saison de l'enseignement coranique 2026-2027 à l'échelle nationale. Lors de cette occasion qui s'est déroulée par visioconférence avec la participation des différentes structures concernées par l'enseignement du Saint Coran, M. Belmehdi a indiqué dans son allocution, que l'ouverture de ce nouveau cycle s'inscrit "dans la continuité des activités éducatives et religieuses abritées par les mosquées, les zaouïas et les écoles coraniques, notamment durant les vacances d'été qui ont enregistré une affluence remarquable de toutes les catégories d'âge". Le lancement de la saison de l'enseignement coranique participe également de "la dynamique nationale de l'éducation et de l'enseignement, parallèlement à la rentrée scolaire, universitaire et de la formation professionnelle, de manière à renforcer la complémentarité entre les différents espaces éducatifs". L'enseignement coranique

"se poursuit à travers plus de 27.000 structures au niveau national dans le cadre des efforts visant la mémorisation et l'enseignement du Saint Coran ainsi que l'ancrage de ses valeurs", a-t-il expliqué, soulignant que ces efforts ont permis à l'Algérie de décrocher les premières places dans les différents concours coraniques internationaux. A cette occasion, M. Belmehdi a annoncé l'organisation, au cours du mois de novembre prochain, d'une rencontre axée sur "l'enseignement coranique à distance, à la lumière du développement que connaît le système d'enseignement coranique en Algérie et de son élargissement à de larges franges de la société". Cette rencontre s'inscrit, a-t-il précisé, dans le cadre des efforts visant à "développer l'enseignement coranique et à renforcer le recours aux moyens numériques pour la diffusion des sciences du Saint Coran, notamment à travers la plateforme Makraâ électronique algérienne, qui attire des apprenants de différents pays du monde". Il a

indiqué, dans ce sens, que le nombre d'inscrits à cette plateforme avait atteint "7.000 personnes issues de différents pays", celui des participants occasionnels ayant dépassé les 200.000, outre la sortie de promotion de 95 mémorisateurs et mémorisatrices du Saint Coran au cours de la dernière saison, soulignant que le système d'enseignement coranique en Algérie avait connu "une large diffusion auprès des différentes tranches d'âge, y compris les personnes inscrites aux classes d'alphabétisation". Le ministre a rappelé, en outre, les préparatifs en cours en vue de l'organisation de la Semaine nationale du Saint Coran, qui prévoit des concours destinés aux récitants, aux mémorisateurs du Coran ainsi qu'aux enseignants du Saint Coran. Cette manifestation sera également l'occasion de mettre en valeur l'expérience de la "famille mémorisatrice du Coran" et d'honorer les familles dont plusieurs membres ont mémorisé l'intégralité du Livre saint.

L'UNION DES ÉCRIVAINS ALGÉRIENS (UEA)

DEUX PROJETS POUR PROMOUVOIR LA LECTURE ET LES JEUNES TALENTS

L'Union des écrivains algériens (UEA) a lancé, samedi dernier à Alger, sa saison culturelle 2026-2027, marquée par de nouvelles initiatives destinées à promouvoir la lecture auprès des jeunes, à encourager l'écriture chez les enfants et à élargir les activités culturelles aux différentes wilayas.

Placée sous le slogan « Union, un... avenir prometteur », la cérémonie organisée à la Bibliothèque nationale d'Algérie a été l'occasion de présenter les grandes lignes du programme de l'organisation, axé sur la formation, l'accompagnement des jeunes talents et le développement de projets culturels à l'échelle nationale. Présidée par Youcef Chegra, président de l'UEA, secrétaire général adjoint de l'Union générale des hommes de lettres et des écrivains arabes et président de l'Union des écrivains du Maghreb, la rencontre s'est déroulée en présence de plusieurs écrivains, dont Abdelouahab



Aissaoui, Nassima Belloufa et Ahcen Tlilani, ainsi que d'universitaires.

DES CLUBS DE LECTURE DANS SIX WILAYAS

Parmi les principales initiatives annoncées figure le projet « Nadi al-Qiraa » (Club de lecture), élaboré en partenariat avec le ministère de la Jeunesse. Destiné aux structures de jeunesse, ce programme vise à développer le goût de la lecture chez les jeunes, à les rapprocher du livre et à stimuler leur esprit critique.

Sa mise en œuvre débutera par une phase pilote dans six wilayas. Selon Youcef Chegra, une première session de formation est prévue pour préparer les formateurs et les encadreurs locaux chargés de lancer et d'animer les clubs au sein des maisons de jeunes. L'UEA mettra à disposition des ouvrages pour alimenter leurs activités, tandis que le ministère de la Jeunesse assurera l'accompagnement logistique et facilitera l'accès aux espaces nécessaires. L'objectif est de faire de ces structures des lieux de découverte littéraire, de partage et d'échange.

ENCOURAGER L'ÉCRITURE DÈS LE PLUS JEUNE ÂGE

En partenariat avec le ministère de la Culture et des Arts, l'Union lancera également le projet « Al-Katib al-

Saghir » (Le jeune écrivain), consacré à la formation et à la promotion des jeunes plumes. Une première expérience sera menée dans quatre wilayas, avec un programme associant formation et concours d'écriture destinés aux enfants. Les compétitions couvriront plusieurs genres littéraires, notamment la poésie, le conte, la nouvelle et le roman. Les participants pourront s'exprimer en arabe classique, en tamazight et dans des langues étrangères. À travers cette initiative, l'UEA entend repérer les jeunes talents, développer leurs capacités créatives et leur offrir un cadre propice à l'apprentissage de l'écriture.

UN HOMMAGE AU POÈTE NOUR EDDINE TYBI

La cérémonie d'ouverture a également été marquée par un hommage au poète et homme de lettres Nour Eddine Tybi. Des communications critiques et des interventions ont mis en lumière son parcours et son œuvre, notamment son recueil *Limantaghni al-nawaris*. Des lectures poétiques ont ponctué cette séquence, consacrée à la valorisation de son apport littéraire et à la transmission de son héritage. Avec ces deux projets, l'Union des écrivains algériens entend donner une nouvelle impulsion à ses activités, en misant sur la lecture, la formation et l'émergence de nouvelles générations d'écrivains.

R. C.



FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM ARABE (ORAN-2026)

LANCEMENT DU PROGRAMME "BASTA CINÉMA"

Le commissariat du Festival international du film arabe d'Oran a lancé un programme intitulé "Basta Cinéma", dédié au développement des projets cinématographiques algériens et à l'accompagnement de leurs porteurs aux différentes étapes de leur élaboration, a annoncé lundi dernier cette instance.

Prévu du 19 au 24 décembre prochain à Oran, ce programme se déroulera en parallèle de la 14e édition du Festival international du film arabe d'Oran. La date limite des inscriptions a été fixée au 31 octobre en cours. Cette initiative vise à accompagner les porteurs de projets dès la phase de conception de l'idée et de définition de la vision créative, jusqu'à l'élaboration d'un dossier de présentation professionnel destiné à être soumis à un jury international composé de professionnels de l'industrie cinématographique. La première édition concernera sept projets cinématographiques algériens, couvrant les genres de la fiction, du documentaire et du film d'animation. Elle ambitionne d'offrir aux talents algériens un cadre professionnel propice au développement de leurs œuvres et au renforcement de leurs capacités à présenter et à défendre leurs projets devant les acteurs du secteur cinématographique. Le programme prévoit également un accompagnement technique et professionnel des porteurs de projets tout au long de leur développement, afin de leur permettre d'affiner leurs idées, de consolider leurs visions artistiques et de préparer des présentations répondant aux exigences de l'industrie cinématographique, a-t-on précisé.



www.alger16.dz
Alger16 le quotidien

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

SPORTS
SANTÉ
RÉGIONS
CULTURE
PUBLICITÉ

SCAN ME

ALGER16
CHAN-2022
QUE LA FÊTE SOIT BELLE,
QUE LA FÊTE COMMENCE !

ALGER16
LE PRÉSIDENT TEBBOUNE
A INAUGURÉ L'HÔPITAL
SPÉCIALISÉ MÈRE
ET ENFANT DE L'ARMÉE
LA VOIE EMPRUNTÉE
PAR NOS HÉROS
VERS LA VICTOIRE

ALGER16
DEMAIN À L'ANP
LA FIERTÉ
DE L'ALGÉRIE

ALGER16
DES RÉPONSES
ATTENDUES
AVANT FIN JUILLET
UN DÉMARRAGE EN FORCE POUR 2025
L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE
DÉPASSE LES PRÉVISIONS

ALGER16
C'EST LA RENTRÉE !
L'ALGÉRIE FAIT TREMBLER LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
EN DÉNONÇANT UN GÉNOCIDE
« PARDONNE-NOUS,
GHAZA »

ALGER16
« LA PAIX
PAR LE
RESPECT
MUTUEL »

ALGER16
LES ALGÉRIENS ÉTAIENT
AU RENDEZ-VOUS

TOUJOURS PRÉSENT POUR VOUS

LE ROADSTER QUI A DÉFIÉ LES FERRARI

SHELBY



Il suffit de prononcer son nom pour réveiller une certaine idée de l'automobile. Basse, compacte, brutale et incroyablement sonore, la Shelby Cobra 427 appartient à cette catégorie très rare de voitures qui ont marqué l'histoire autant par leurs performances que par leur personnalité. Sous ses lignes de petit roadster britannique se cache un énorme V8 américain.

Un mélange explosif qui allait donner naissance à l'une des sportives les plus mythiques de tous les temps.

UN MARIAGE IMPROBABLE

Au début des années 1960, Carroll Shelby imagine une voiture capable de combiner la légèreté d'un châssis britannique avec la puissance d'un moteur américain. La base retenue est l'AC Ace, un élégant roadster anglais fabriqué par AC Cars. Shelby y installe d'abord des moteurs Ford V8 de petite cylindrée. La recette fonctionne immédiatement : la voiture est légère, nerveuse et particulièrement performante. Mais Carroll Shelby ne compte pas s'arrêter là. L'objectif devient plus ambitieux : disposer d'une mécanique encore plus puissante afin de rivaliser avec les meilleures voitures de sport européennes sur circuit. C'est ainsi que la Cobra va progressivement évoluer vers une machine beaucoup plus radicale.

LE CHIFFRE QUI CHANGE TOUT : 427

La Cobra 427 doit son nom à son moteur Ford V8 de 427 pouces cubes, soit environ 7 litres de cylindrée. Une mécanique impressionnante pour un roadster aussi compact. Pour supporter cette puissance, la voiture reçoit un châssis profondément remanié. Les suspensions sont adaptées, la structure est renforcée et la carrosserie adopte des ailes élargies qui deviennent l'un des signes distinctifs de la 427. Visuellement, la transformation est spectaculaire. La Cobra conserve l'esprit du petit roadster anglais, mais ses proportions deviennent beaucoup plus agressives. Les ailes gonflées, les larges pneumatiques, la prise d'air et la double sortie d'échappement donnent immédiatement le ton. Ici, pas question de discrétion.

UNE VOITURE QUI NE PARDONNE PAS

La Shelby Cobra 427 n'a jamais été conçue pour être une sportive docile. Son poids contenu et son énorme V8 créent un rapport performances/puissance particulièrement

impressionnant. À l'accélération, le couple du V8 transforme le roadster en véritable projectile. Mais cette puissance exige aussi une certaine maîtrise. Avec une architecture légère et une mécanique très généreuse, la Cobra demande de la concentration au conducteur. C'est précisément ce caractère qui a contribué à son mythe. À une époque où certaines voitures européennes privilégiaient la finesse du comportement et la sophistication mécanique, la Cobra proposait une approche différente : beaucoup de puissance, peu de poids et un maximum de sensations.

FACE AUX FERRARI

La Cobra ne se contente pas d'impressionner sur route. Son véritable terrain de confrontation se trouve sur les circuits. Shelby veut s'attaquer aux références européennes, notamment Ferrari, alors particulièrement redoutable en compétition. Le constructeur américain dispose d'une arme originale : une voiture relativement compacte associée à une mécanique V8 particulièrement musclée. La Cobra participe ainsi à une bataille emblématique entre deux philosophies automobiles. D'un côté, la tradition européenne, avec ses voitures étudiées autour de l'équilibre et de la précision. De l'autre, la vision américaine de Carroll Shelby, qui mise sur la puissance et l'efficacité d'un ensemble relativement simple. Cette opposition contribue largement à la légende de la Cobra.

UN STYLE DEVENU INTÉMPIREL

Plus de six décennies après ses débuts, la silhouette de la Cobra 427 reste immédiatement reconnaissable. Son long capot, son habitacle reculé, ses ailes généreuses et ses roues largement exposées composent une esthétique qui n'a pratiquement pas vieilli. La voiture semble toujours prête à prendre la piste. C'est aussi ce qui explique son statut particulier auprès des collectionneurs. La Cobra ne représente pas seulement une ancienne voiture de

sport. Elle symbolise une période où les constructeurs pouvaient encore créer des machines extrêmement radicales avec une philosophie très directe. Chaque détail semble avoir été pensé autour d'une idée simple : aller vite et procurer des sensations.

UNE ICÔNE DE CARROLL SHELBY

La Cobra 427 est indissociable de Carroll Shelby, ancien pilote devenu constructeur. Son approche repose sur une idée simple mais particulièrement efficace : associer le meilleur de deux mondes. Le châssis léger d'une voiture britannique et le gros V8 Ford vont ainsi donner naissance à un modèle devenu emblématique de l'histoire automobile américaine. Shelby ne cherche pas à créer une voiture luxueuse ou sophistiquée. Il veut une machine capable de gagner et de procurer des sensations fortes. La Cobra répond parfaitement à cette philosophie.

Aujourd'hui encore, la Shelby Cobra 427 fascine davantage par son caractère que par une simple fiche technique. Elle représente une époque où le poids, la puissance, le bruit du moteur et les sensations du conducteur occupaient une place centrale. À son volant, l'automobile ne se résume pas à un moyen de transport : elle devient une expérience physique. C'est probablement pour cette raison que la Cobra continue de faire rêver. Son histoire mêle compétition, mécanique, design et personnalité. Elle possède surtout cette qualité rare qui distingue les véritables icônes : quelques secondes suffisent pour la reconnaître.

La Shelby Cobra 427 n'est donc pas simplement une ancienne sportive. Elle est l'une des expressions les plus radicales du mariage entre la puissance américaine et le savoir-faire automobile britannique. Une légende née sur quatre roues, avec un V8 de 7 litres pour toute signature.

PROCHAIN ÉDITION : une autre voiture qui a marqué l'Histoire avec un grand « C ».

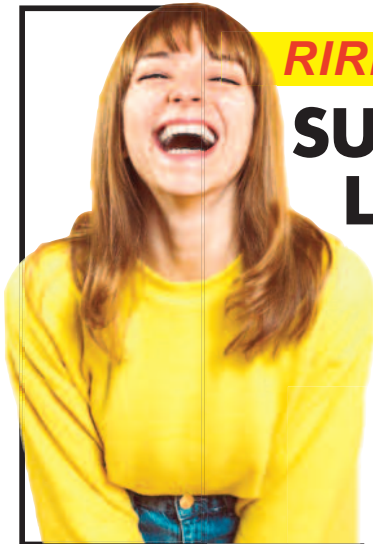
www.alger16.dz



Alger16, Le quotidien du Grand Public

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC





RIRE NERVEUX POURQUOI SURVIENT-IL ET COMMENT LE MAÎTRISER ?

BESOIN D'UN PETIT COUP DE FOUET AU COURS DE LA JOURNÉE, MAIS ENVIE DE CHANGER DU CAFÉ ? PLUSIEURS BOISSONS PEUVENT ACCOMPAGNER LES MOMENTS DE FATIGUE.

Il peut au contraire traduire une tension émotionnelle difficile à gérer. Stress, malaise, fatigue ou embarras peuvent ainsi provoquer une réaction qui échappe momentanément au contrôle.

QUAND LE RIRE DEVIENT UNE RÉACTION AU STRESS

Le rire nerveux apparaît généralement dans un contexte de tension, de frustration ou d'inconfort. Contrairement au rire provoqué par une situation réellement amusante, il survient alors que le moment ne s'y prête pas. Un examen important, une audition, une réunion professionnelle, une prise de parole en public ou une situation émotionnellement difficile peuvent notamment le déclencher. La personne peut alors avoir l'impression de rire sans véritable raison et éprouver des difficultés à interrompre cette réaction. Ce phénomène peut être particulièrement déstabilisant lorsqu'il attire l'attention des autres. Après coup, la personne concernée peut ressentir de la gêne, de la honte ou de la culpabilité, alors même qu'elle n'avait pas l'intention de manquer de respect à son entourage.

POURQUOI LE CORPS RÉAGIT-IL AINSI ?

Le rire nerveux peut être considéré comme une manière pour l'organisme de réagir à une émotion trop intense ou difficile à contenir. Stress, irritation, fatigue ou malaise peuvent favoriser son apparition. Dans certaines circonstances, le rire permettrait ainsi de relâcher momentanément une partie de la tension ressentie. Il peut également servir, de façon involontaire, à prendre de la distance face à une situation embarrassante ou inconfortable. Cela ne signifie toutefois pas systématiquement qu'une personne souffre d'un problème psychologique. Un épisode ponctuel peut simplement correspondre à

une réaction émotionnelle face à une situation inhabituelle ou particulièrement stressante. Lorsque ces épisodes deviennent fréquents, difficiles à contrôler ou source d'une véritable souffrance, il peut en revanche être utile de s'interroger sur les situations qui les déclenchent.

UNE RÉACTION PARFOIS DIFFICILE À VIVRE

Le principal problème du rire nerveux est souvent son décalage avec la situation. Rire lors d'un moment sérieux peut être mal interprété par les personnes présentes. La personne qui rit peut elle-même se retrouver prise dans un cercle inconfortable : elle ressent de la tension, se met à rire involontairement, remarque les réactions de son entourage, puis se sent encore plus gênée. Cette nouvelle tension peut à son tour renforcer le rire. Des manifestations physiques peuvent également accompagner l'épisode, comme des spasmes ou des larmes. Une fois le calme revenu, l'embarras et la culpabilité peuvent persister. Il est donc important de ne pas confondre cette réaction involontaire avec une volonté de se moquer ou de minimiser une situation.

QUE FAIRE LORSQU'UN RIRE NERVEUX SURVIENT ?

La première difficulté consiste à vouloir absolument empêcher le rire. Plus on se concentre sur l'idée de ne pas rire, plus la tension peut parfois augmenter.

Quelques réflexes simples peuvent toutefois aider à retrouver progressivement son calme. Détourner son attention. Éviter de regarder directement la personne, l'objet ou la situation qui déclenche le rire peut permettre de casser le mécanisme. Fermer les yeux quelques secondes. Cette courte coupure peut aider à se recentrer et à reprendre le contrôle de ses émotions. Se concentrer sur sa respiration.

Inspirer lentement et profondément, en portant son attention sur les mouvements du ventre, peut aider à diminuer la tension ressentie. S'éloigner quelques instants. Lorsque la situation le permet, sortir de la pièce ou s'isoler brièvement peut donner le temps nécessaire pour

retrouver son calme. Prendre du recul. Après un épisode gênant, il est préférable d'éviter de se juger trop sévèrement. Le rire nerveux n'est pas toujours volontaire. Dans une situation où la réaction a pu blesser ou être mal comprise, présenter simplement ses excuses et expliquer qu'il s'agissait d'une réaction involontaire peut également permettre de désamorcer le malaise.

IDENTIFIER CE QUI DÉCLENCHÉ LE RIRE

Pour mieux contrôler ces épisodes sur le long terme, il peut être intéressant d'identifier les circonstances dans lesquelles ils apparaissent. **Est-ce principalement lors des prises de parole ? En présence de certaines personnes ? Lorsque la pression est particulièrement forte ? Après une période de fatigue ?** Lorsque une situation devient embarrassante ? Repérer ces déclencheurs permet de mieux comprendre le fonctionnement de cette réaction et d'anticiper certaines situations. Si le rire nerveux se répète fréquemment ou s'accompagne d'une anxiété importante, un accompagnement psychologique peut être envisagé. Un professionnel peut notamment aider à mieux comprendre les émotions en jeu et à développer des stratégies pour faire face aux situations anxiogènes.

RESPIRATION, RELAXATION ET CONCENTRATION

Le travail sur la gestion du stress peut également être utile. Des exercices de respiration, de relaxation ou de pleine conscience peuvent aider à porter davantage attention aux sensations et aux émotions ressenties au moment où la tension monte. Quelques respirations lentes peuvent constituer une première étape pour retrouver son calme. L'objectif n'est pas nécessairement de supprimer immédiatement le rire, mais de réduire progressivement l'intensité de la réaction émotionnelle. Il est également possible de détourner momentanément l'attention en comptant, en faisant mentalement une liste ou en se concentrant sur un élément neutre de l'environnement.

QUAND FAUT-IL DEMANDER DE L'AIDE ?

Un rire nerveux occasionnel n'est généralement pas une raison de s'alarmer. En revanche, lorsqu'il devient très fréquent, incontrôlable, particulièrement gênant ou associé à une anxiété importante, il peut être pertinent d'en parler à un professionnel de santé. L'objectif est alors de comprendre ce qui se cache derrière ces réactions et, surtout, d'éviter que la honte ou la peur de rire au mauvais moment ne finissent par conduire à l'évitement de certaines situations.

Le rire nerveux n'est donc pas nécessairement un signe d'amusement. Il peut être une réaction involontaire à une tension émotionnelle. Apprendre à reconnaître ses déclencheurs, travailler sur sa respiration et prendre du recul face à ces épisodes peuvent aider à mieux les gérer au quotidien.

NUMÉROS UTILES

URGENCES ET SÉCURITÉ

SAMU
021.67.16.16/
67.00.88

CHU MUSTAPHA
021.23.55.55

CHU BEN AKNOUN
021.91.21.63

CHU BENI MESSOUS
021.93.11.90

CHU BAINEM
021.81.61.13

CHU KOUBA
021.58.90.14

AMBULANCES
021.60.66.66

DÉPANNAGE GAZ
021.68.44.00

DÉPANNAGE ÉLECTRICITÉ
021.68.55.00

SERVICE DES EAUX
021.58.32.32/
58.37.37

PROTECTION CIVILE
021.61.00.17

SÛRETÉ DE WILAYA
021.63.80.62

GENDARMERIE
021.62.11.99/
62.12.99

NUMÉROS UTILES

AÉROPORT HOUARI BOUMEDIENE
021.54.15.15

AIR ALGÉRIE (RÉSERVATION)
021.28.11.12

Air France
021.73.27.20/
73.16.10

ENMTV
021.42.33.11/12

SNTF
021.76.83.65/
73.83.67

SNTR
021.54.60.00/
54.05.04

Hôtel Sheraton
021.37.77.77

Hôtel Mercure
021.24.59.70/85

Hôtel El-Djazaïr
021.23.09.33/37

Hôtel El-Aurassi
021.74.82.52

Hôtel Hilton
021.21.96.96

Hôtel Sofitel
621.68.52.10/17

Pour vos petites annonces: **UN SEUL JOURNAL**

Les petites annonces
sont à **150 DA** seulement

Anniversaires, félicitations...
à **300 DA** seulement

ALGER 16

alger16.dz@gmail.com
5, rue du Sacré-Cœur, Alger

020 10 23 68

FORMULE 1

LE GRAND RETOUR EN AFRIQUE APRÈS 33 ANS D'ABSENCE

La Formule 1 s'apprête à faire son grand retour en Afrique. Absente du continent depuis 1993, la discipline reine du sport automobile a conclu un accord de dix ans avec le Rwanda, qui prévoit l'organisation d'un Grand Prix au début des années 2030.

Cette course se déroulera sur un circuit entièrement nouveau, dont la construction est prévue à Bugesera, à une quarantaine de kilomètres au sud de Kigali, la capitale rwandaise. Si la date exacte de la première édition n'a pas encore été fixée, ce projet marque une étape importante dans la volonté de la F1 de retrouver le continent africain. Le dernier Grand Prix organisé en Afrique remonte à 1993, sur le circuit de Kyalami, en Afrique du Sud. Depuis, plusieurs tentatives de retour ont été envisagées, sans parvenir à aboutir.

LE RWANDA DEVANCE L'AFRIQUE DU SUD

Longtemps considéré comme le candidat le plus sérieux, le circuit sud-africain de Kyalami espérait retrouver une place au calendrier, à condition de réaliser les travaux nécessaires pour obtenir l'homologation de la FIA. Mais les discussions n'ont pas permis de concrétiser ce projet, laissant finalement



le Rwanda prendre l'avantage grâce à un engagement sur le long terme. Le patron de la F1, Stefano Domenicali, a salué cette avancée, soulignant la volonté du championnat de revenir en Afrique dans le cadre d'un projet ambitieux et durable. Le président de la FIA, Mohammed Ben Sulayem, a également accueilli favorablement cette annonce, qui renforce la présence internationale du sport automobile. En 2024, Kigali avait déjà accueilli la cérémonie annuelle de remise des prix de la fédération.

HAMILTON POURRAIT MANQUER CE RENDEZ-VOUS

Parmi les défenseurs les plus déterminés d'un retour de la Formule 1 en Afrique figure Lewis Hamilton. Le septuple

champion du monde a souvent exprimé son souhait de courir sur ce continent, allant jusqu'à évoquer la possibilité de prolonger sa carrière pour vivre cette expérience.

Toutefois, avec une première course prévue au début des années 2030, le pilote britannique, âgé de 41 ans, pourrait avoir pris sa retraite avant que le projet ne devienne réalité. Un retour plus rapide du Grand Prix d'Afrique du Sud aurait peut-être offert à Hamilton une occasion de réaliser ce rêve.

Au-delà de l'aspect sportif, l'arrivée de la Formule 1 s'inscrit dans la stratégie du Rwanda visant à renforcer son attractivité touristique et économique. Le pays multiplie les investissements dans le sport international, notamment à travers sa

campagne « Visit Rwanda », associée à plusieurs grands clubs de football européens.

Cette politique fait néanmoins l'objet de critiques. Amnesty International a notamment dénoncé une stratégie de « sportswashing », estimant que ces partenariats sportifs pouvaient contribuer à détourner l'attention des préoccupations liées aux droits humains dans le pays. De son côté, la Formule 1 met en avant les retombées attendues du projet, notamment le développement du tourisme, l'arrivée de nouveaux investissements, la formation de talents locaux et la création d'emplois.

Le président rwandais, Paul Kagame, a salué cet accord, affirmant que « cette journée appartient à l'Afrique ».

Le défi est désormais de concrétiser cette ambition. Entre la construction du circuit et la préparation de l'événement, le Rwanda dispose de plusieurs années pour mener à bien un projet qui pourrait marquer le retour historique de la Formule 1 sur le continent africain, plus de trois décennies après le dernier Grand Prix organisé en Afrique du Sud.

A. Amine

FOOTBALL

CR7 n'est plus qu'à 19 buts des 1.000 réalisations en carrière !

Cristiano Ronaldo continue de se rapprocher d'un cap historique. Lundi dernier, l'attaquant portugais a participé au succès d'Al-Nassr face à Nefthi Fargona (3-1), en inscrivant le deuxième but de son équipe en Ligue des Champions asiatique. La rencontre avait pourtant débuté avec près d'une heure de retard après l'interception d'un missile balistique au-dessus de Riyad. Une fois le match lancé, le quintuple Ballon d'Or a fait parler son instinct de buteur à la 42e minute : servi par Ayman Yahya, lui-même à la réception d'un centre de Sadio Mané, CR7 a conclu l'action d'une puissante volée pour tromper le gardien adverse.

Cette nouvelle réalisation porte le total de buts de Ronaldo en carrière professionnelle à 981, à seulement 19 unités de la barre symbolique des 1000. À 41 ans, le Portugais poursuit donc sa quête d'un record inédit, alors qu'il reste le meilleur buteur de

l'histoire de la sélection portugaise.

Ce but intervient également deux jours après sa suspension provisoire par la Seleção. Un contexte particulier qui n'a pas empêché l'attaquant d'Al-Nassr de retrouver rapidement le chemin des filets et de continuer à écrire l'histoire du football.



BASKET-BALL

La NBA envisage d'adopter son ballon connecté dès 2027

La révolution technologique se rapproche en NBA. Alors que la ligue expérimente déjà des ballons connectés en pré-saison, Adam Silver a avancé une première échéance pour leur utilisation officielle : 2027 ! « Je pense que nous pourrions commencer à



l'utiliser pour l'arbitrage de nos matchs dès l'année prochaine », a ainsi expliqué le patron de la NBA à CNBC. Développé avec Wilson, le ballon embarque une puce Bluetooth capable d'analyser ses mouvements, sa rotation et sa trajectoire. L'objectif ? Aider les arbitres à déterminer si un joueur a touché le ballon avant une sortie de balle, notamment en détectant une

infime modification de sa rotation. Reste à s'assurer que cette technologie ne modifie pas les sensations des joueurs et Adam Silver se veut rassurant.

« Nous expérimentons l'intégration d'une petite puce dans le ballon, qui pèse environ un gramme », détaille-t-il. Et les premiers essais, menés notamment en G League, en Summer League et en pré-saison, semblent concluants.

« Personne n'a pu faire la différence. C'est donc bon signe », se félicite le patron de la Grande Ligue.

À plus long terme, la NBA envisage une version destinée au grand public, permettant d'analyser la mécanique des tirs grâce aux données recueillies. Mais cette commercialisation n'est pas attendue avant plusieurs années.

En attendant, le ballon connecté pourrait donc devenir un nouvel outil d'aide à l'arbitrage dès 2027, même si aucune décision définitive n'a encore été prise.

TENNIS

Mannarino se donne encore un an ou deux

A 38 ans passés, Adrian Mannarino a de beaux restes. Il est même encore capable de très beaux exploits. Au 2e tour du Masters 1000 de Shanghai, Adrian avait ainsi fait chuter Flavio Cobolli, 7e mondial et finaliste du dernier Roland-Garros. Dimanche dernier, en revanche, « Manna » n'avait pas pesé lourd (défaite 6-2, 6-4) contre Karen Khachanov aux portes d'un éventuel nouveau 8e de finale dans un tournoi de la catégorie. Au lendemain de cette nouvelle défaite pour le Francilien qui n'a plus réussi à aligner trois victoires depuis son quart de finale de juin dernier (perdu contre Alex de Minaur) sur l'herbe néerlandaise de 's Hertogenbosch, le 83e mondial au classement, lundi dernier, a dressé un constat assez dur sur son potentiel physique du moment, alors que sa

carrière touche inévitablement à sa fin. Mannarino va même jusqu'à parler de « petite mort ». « Je suis conscient que, physiquement, je suis un peu sur le déclin. C'est dur de se l'avouer et d'accepter que je ne serai plus jamais aussi rapide et endurant qu'avant. C'est déjà une petite mort en soi en tant que joueur de tennis », confie dans L'Equipe le Français qui avait fait partie du top 20 (17e) au plus fort de sa trajectoire et, par ailleurs, furieux de

certain discours qui arrivent dans ses oreilles. « J'entends des conseils : "Il faut en faire un peu moins, mais plus qualitatif." Bon, ça, pardon, c'est un peu de la branlette (sic). Si tu veux être compétitif face à des mecs de 20 ans, il ne faut pas en faire moins. »

Le finaliste à Montpellier de février dernier sait pertinemment qu'au contraire, il devra en faire toujours plus, en dépit des années qui s'écoulent. Cela ne l'empêche pas pour autant de s'imaginer durer encore sur le circuit. Pour son plus grand plaisir, mais aussi un peu contraint et forcé, il faut bien le dire.



LIGUE 1 (5^e JOURNÉE)

LE CRB GAGNE LA JS EL BIAR ET CONSOLIDE SON FAUTEUIL

La cinquième journée de Ligue 1 Mobilis, lancée lundi dernier et qui se poursuivra jusqu'à vendredi, n'a jusque-là pas apporté de grands changements, en haut du tableau notamment. Après sa victoire (2-3) dans le derby qui l'opposait à la JS El Biar, le CR Belouizdad est déjà certain de garder sa place de leader.

Présentant un effectif qui fait envier plus d'un, cette saison 2026 - 2027, le Chabab Riadhi de Belouizdad est en train de confirmer, jour après jour, ses ambitions de jouer sur tous les fronts. Déjà seul leader après les quatre premières journées soldées de l'exercice, lundi dernier, il a de nouveau signé une nouvelle victoire face au voisin de la JS El Biar qui le recevait au stade Omar-Benrabah de Dar El Beïda. Un duel où l'attaquant tunisien Ben Hamouda fera vite de mettre ses coéquipiers sur la bonne lancée, en ouvrant la marque pour son équipe dès la 1^{re} minute de jeu. Malgré le retour au score des locaux assez rapidement, par l'intermédiaire d'Aribi (10'), les Rouge et Blanc récidiveront encore à la 36' grâce à une réalisation signée Boualia. Au retour des vestiaires, le même Aribi égalisera à nouveau à la 56' pour la JS El Biar, signant du coup un joli doublé lors de cette

empoignade. Mais malheureusement pour les El Biarois, cela ne leur suffira pas ne serait-ce que pour sauvegarder ce nul, puisque le remuant El Melali frappera à nouveau pour le CRB à la 69', signant ainsi une quatrième victoire pour son équipe. Avec ces quatre succès d'affilée et le nul (3-3) imposé, à Chlef, à l'ASO, lors de la toute première journée, le CRB se présente comme l'équipe la plus performante de ce début de saison avec déjà un total de 13 points. Le Chabab reste donc logiquement solide leader au classement à la veille de son entame de la compétition continentale, la semaine prochaine. La JS El Biar, elle, reste à la 13^e place avec toujours 4 points. Dans l'autre match avancé, joué le même jour, l'USM

Khenchela a, cette fois, joué la bonne carte, en s'offrant sa première victoire (2-0) de la saison à l'occasion de la venue du CS Constantine. Grâce aux trois points récoltés, l'USM Khenchela en totalise désormais 5 et se hisse à la 9^e place au classement, tandis que le CS Constantine reste avec ses 7 points précédemment acquis au pied du podium.

au stade du 5-Juillet. Cela dit, le choc de ce 5^e round est incontestablement la grande explication qui réunira, aujourd'hui en fin de journée, au stade 8-Mai-1945 de Sétif, l'ESS à la JS Kabylie. L'ES Sétif, actuelle 11^e au classement général avec 4 points, récoltés d'une victoire et un nul contre deux défaites, tentera

par l'ES Ben Aknoun qui a vraiment contrarié leurs débuts avec cette défaite essuyée à home, lors de la 1^{re} journée, avant de subir un autre échec, en déplacement à Alger, contre le CR Belouizdad. Mais depuis, les choses se sont bien améliorées pour les Sétifiens qui ont sévèrement corrigé le CSC (5-1) à Sétif avant d'aller enchaîner avec un nul positif (1-1) chez le MC Oran. Pour la JS Kabylie, c'est une alternance de victoires à domicile et de défaite à l'extérieur. Elle a gagné (1-0) le MB Rouissat à Tizi Ouzou, puis perdu (1-0) à Témouchent avant de se reprendre avec une seconde victoire (1-0) encore contre l'ASO Chlef à Tizi Ouzou. Ce face-à-face à Sétif s'annonce donc comme un duel à qui rassurera davantage sa galerie et confirmera durablement son réveil. Le match s'annonce en tout cas assez intéressant à suivre comme l'ont toujours été, d'ailleurs, les confrontations entre ces deux équipes, jadis considérées comme les meilleurs ambassadeurs du football algérien dans les joutes continentales. Le second match du jour opposera le nouveau promu, le CR Témouchent (12^e, 4 points) qui évoluera à domicile, au MB Rouissat. Le premier reste sur une petite défaite (1-0) subie chez le champion en titre, le MC Alger, et le second sur une victoire (1-0) également contre l'USM Alger à Ouargla. Le dernier match de cette 5^e journée se jouera vendredi prochain, au stade des Martyrs d'Akbou, où l'OA recevra l'ES Ben Aknoun.

Djaffar C.

PROGRAMME

Aujourd'hui

CR Témouchent - MB Rouissat (18h)
ES Sétif - JS Kabylie (18h)

Vendredi

O Akbou - ES Ben Aknoun (15h30)

ES SÉTIF - JS KABYLIE, LE CHOC DU JOUR

La 5^e journée s'est poursuivie, hier, avec trois autres matchs, à savoir US Biskra - MC Oran, ASO Chlef - MC Alger et USM Alger - JS Saoura programmé en soirée,

certainement de poursuivre avec un nouveau succès et confirmer son réveil, après des débuts plutôt compliqués. En effet, les Aigles noirs se sont fait d'entrée surprendre chez eux (0-1)

LIGUE DES CHAMPIONS / EN PRÉVISION DE SON MATCH FACE À ENUGU RANGERS DIMANCHE

Le MC Alger au Nigeria dès aujourd'hui

Après avoir livré son match comptant pour la 5^e journée du championnat de Ligue 1, hier à Chlef, contre l'ASO, le Mouloudia d'Alger met désormais le cap, dès aujourd'hui, sur la Ligue des champions. Les Algérois renoueront, pour rappel, avec la prestigieuse compétition continentale, dimanche prochain à 14 heures, à l'occasion de leur match aller du 2^e tour

préliminaire face au représentant du Nigeria, Enugu Rangers. En prévision de cette première manche qui se jouera dans la capitale nigériane, la délégation mouloudéenne devrait d'ailleurs rallier Abuja dès aujourd'hui à bord d'un vol spécial. Khaled Benyahia a préféré déplacer son groupe quatre jours avant le match et continuer la préparation du

rendez-vous africain en terre nigériane, pour assurer une meilleure acclimatation à ses joueurs avec l'environnement sur place et surtout une récupération optimale sur le plan physique. C'est en tout cas là une démarche qui renseigne sur l'importance qu'on accorde, au Mouloudia, à cette compétition.

D. C.

LIGUE 2 (5^e JOURNÉE)

WAM - RCK et MOC - JSA, les affiches du jour

La 5^e journée de la Ligue 2 amateur, entamée mardi dernier, se poursuivra aujourd'hui avec deux matchs au programme à partir de 15 heures. Dans le groupe Centre-Ouest, le leader, le RC Kouba, effectuera un déplacement assez compliqué chez le WA Mostaganem (10^e, 5 points), non pas parce que le WAM serait un adversaire supérieur mais juste parce que, et c'est quelque part logique, le RCK est désormais l'équipe à abattre au vu de son parcours jusque-là sans faute. A signaler que dans l'autre match restant à jouer dans ce groupe, l'USM El Harrach accueillera le RC Arbaâ, demain, avec la ferme intention de dépasser le cinglant 4-0 encaissé, le week-end dernier, au stade Benhaddad, face justement au RC Kouba. Dans le groupe Centre-Est, le MO Constantine (7^e, 6 points) attendra sans doute de pied ferme la JS Azazga (2^e, 8 points). Le match se jouera également, cet après-midi à partir de 15 heures, au stade Benabdellmalek. Un sérieux test pour ce nouveau promu encore invaincu dans cette nouvelle aventure qu'il semble bien affectionner. La dernière rencontre de ce groupe aura lieu, demain à Béjaïa, et opposera le MOB (9^e, 4 points) au NRB Béné Oulbane (4^e, 7 points) à huis clos.

D. C.

CAN FUTSAL (2^e JOURNÉE / GROUPE A) ALGÉRIE - LIBYE AUJOURD'HUI À RABAT LES VERTS EN QUÊTE D'UN SURSAUT

La sélection nationale de futsal jouera, aujourd'hui à partir de 18 heures à Rabat, son deuxième match comptant pour la seconde journée de la phase de groupes de la Coupe d'Afrique des Nations de futsal 2026. Auparavant, les Verts se sont inclinés (4-0) face au Maroc, lundi dernier toujours à Rabat, pour le compte de la première journée. Pour leur première participation à une phase finale de la CAN, les Verts ont tenté de rivaliser avec le Maroc, triple champion d'Afrique en titre, en somme un adversaire expérimenté et habitué aux grands rendez-vous continentaux, mais la mission s'est avérée complexe, avait rapporté la FAF. En effet, malgré quelques bonnes séquences de jeu et des



tentatives pour revenir dans la partie, les joueurs algériens n'ont pas réussi à concrétiser leurs occasions face à une équipe marocaine qui a su faire la différence, a relayé encore l'instance fédérale. Les Verts devront désormais se remobiliser en vue de ce second match face à la Libye, avec l'objectif de réagir et de décrocher leurs premiers points dans ce groupe A, qui comprend également la sélection zambienne. Algérie -

Zambie, ce sera lors de la troisième journée de ce groupe, le 16 octobre prochain à partir de 21 heures, toujours à Rabat.

D. C.

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

LE CHEF DE L'ÉTAT PROCÈDE À DE NOUVELLES NOMINATIONS

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a nommé, hier, M. Lounès Magramane, directeur de Cabinet de la Présidence de la République.

Le chef de l'Etat nomme Brahim Merad ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, et Saïd Sayoud ministre des Transports. Par ailleurs, le président Tebboune, a nommé,

hier, M. Brahim Merad ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, et M. Saïd Sayoud, ministre des Transports, indique un communiqué de la Présidence de la République.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT LE MINISTRE DE LA DÉFENSE DU NIGER

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, a reçu M. le Général d'armée Salifou Modi, Ministre d'Etat et Ministre de la Défense de la République du Niger, ainsi que la délégation qui l'accompagnait, a indiqué la présidence de la République dans un communiqué. Ont assisté à la rencontre le Général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès

du ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, Brahim Mourad en sa qualité de Ministre d'Etat chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des collectivités locales, avant sa nomination comme ministre de l'Intérieur, et Ahmed Attaf, ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, a souligné la même source.

COOPÉRATION MILITAIRE ET SÉCURITAIRE
LE GÉNÉRAL D'ARMÉE CHANEGRIHA SOULIGNE LA PROFONDEUR DES RELATIONS AVEC LE NIGER

Le général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a reçu, en audience hier, au siège de l'état-major de l'Armée nationale populaire, le général d'Armée Salifou Modi, ministre d'Etat, ministre de la Défense nationale de la République du Niger frère.

La cérémonie d'accueil a été entamée par le salut des drapeaux nationaux et la présentation des honneurs militaires au général d'Armée Salifou Modi par une formation militaire, représentant les différentes Forces de l'Armée nationale populaire. Ont pris part à cette rencontre, le commandant des Forces terrestres, le commandant des Forces aériennes, le commandant de la Gendarmerie nationale, le directeur de Cabinet auprès du ministère de la Défense nationale, les chefs de département, des directeurs centraux du ministère de la Défense nationale et de l'état-major de l'Armée nationale populaire, ainsi que les membres de la délégation nigérienne. Lors de cette audience, les deux parties ont examiné l'état de la coopération militaire bilatérale et échangé les points de vue sur les questions d'intérêt commun. A cette occasion, le général d'Armée Saïd Chanegriha a prononcé une allocution dans laquelle il a souhaité la bienvenue au ministre nigérien de la Défense, ainsi qu'à la délégation accompagnatrice, tout en soulignant que les relations entre l'Algérie et le Niger ne datent pas d'aujourd'hui, mais sont profondément



enracinées à travers les liens de fraternité, de solidarité sincère et de bon voisinage, et qui se sont consolidées au fil des étapes marquant l'histoire des deux pays : « Cette visite s'inscrit dans la dynamique renouvelée que connaissent les relations algéro-nigériennes et traduit pleinement la volonté commune des dirigeants des deux pays de renforcer les mécanismes de coopération bilatérale, notamment dans les domaines de la défense et de la sécurité. Les relations entre l'Algérie et le Niger ne datent pas d'aujourd'hui, elles reposent sur des liens historiques de fraternité, de solidarité sincère et de bon voisinage, consolidées au fil des étapes marquantes de l'histoire des deux pays et confortées par une vision convergente de l'avenir de notre région et du destin de ses peuples. » Le général d'Armée a également

souligné que cette importante visite s'inscrit dans le sillage de la visite historique effectuée en Algérie par M. le Président Abdourahmane Tiani, les 15 et 16 février 2026, laquelle a constitué une étape charnière dans le développement des relations entre les deux pays :

« Cette importante visite intervient dans le sillage de la visite historique effectuée en Algérie par le Président Abdourahmane Tiani, les 15 et 16 février 2026, à l'invitation de son frère, M. Abdelmadjid Tebboune, président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, laquelle a constitué une étape décisive dans les relations entre les deux pays, marquant un tournant majeur et réaffirmant la ferme volonté des dirigeants des deux pays de hisser leurs relations à des horizons plus larges et de relever les défis régionaux dans un esprit de solidarité renouvelée et de responsabilité partagée. »

Pour sa part, le général d'Armée Salifou Modi a exprimé sa satisfaction de se rendre en Algérie, ainsi que sa volonté constante d'œuvrer au renforcement des relations de coopération militaire entre les deux pays frères. Il a également salué le niveau de coordination multidimensionnelle qui caractérise les relations entre les deux pays frères. A la fin, les deux parties ont échangé des cadeaux symboliques, avant la signature du Livre d'or de l'état-major de l'Armée nationale populaire par le ministre de la Défense nationale nigérien.

6^e SESSION DE LA GRANDE COMMISSION MIXTE ALGÉRO-SÉNÉGALAISE

UNE NOUVELLE IMPULSION AUX RELATIONS FRATERNELLES

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a coprésidé, hier à Alger, avec le ministre de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur de la République du Sénégal, pays frère, M. Cheikh Niang, les travaux de la 6^e session de la Grande commission mixte algéro-sénégalaise, a indiqué un communiqué du ministère.

Les travaux de la Grande commission mixte ont été précédés d'une rencontre en tête-à-tête entre les deux ministres, suivie d'entretiens élargis aux membres des délégations des deux pays, précise la même source.

La tenue de cette Grande commission mixte a constitué « une étape importante pour concrétiser la volonté des deux pays de donner une nouvelle impulsion à leurs relations fraternelles et traduire les hautes orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et de son frère, le président de la République du Sénégal, M. Bassirou Diomaye Faye, en démarches concrètes à même de renforcer et d'élargir la coopération bilatérale », ajoute le communiqué.

A cet égard, les travaux ont permis d'évaluer les différents axes de coopération entre l'Algérie et le Sénégal et de définir de nouveaux objectifs et priorités dans nombre de domaines importants, qu'il s'agisse du volet économique, notamment l'investissement, l'énergie, les mines, l'industrie, l'agriculture, le transport aérien et les finances, ou des secteurs liés à la valorisation du capital humain dans

les relations bilatérales, tels que l'enseignement supérieur, l'information, la jeunesse et les sports, la justice, la culture et l'autonomisation des femmes. Au terme des travaux, les deux ministres ont signé le procès-verbal de la réunion de la Grande commission

mixte, ainsi que 15 accords et mémorandums d'entente, de nature à enrichir le cadre juridique régissant les relations algéro-sénégalaises, conclut le communiqué du ministère.

APS

PUBLICITÉ

ANEP GRATUIT